

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31045]

10 DECEMBRE 2015. — Décret contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2016

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française, de la Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance, du Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, du Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles, du Ministre des Sports, du Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative et de la Ministre de l'Enseignement de la promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,

Arrête :

Le Ministre du Budget est chargé de présenter, au nom du Gouvernement au Parlement de la Communauté française, le projet de décret dont la teneur suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Dans les articles du présent décret, par « décret du 20 décembre 2011 », on entend le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Dans les articles du présent décret, par « décret spécial du 3 avril 2014 », on entend le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région Wallonne et à la Commission communautaire française.

Dans les articles du présent décret, les abréviations suivantes sont utilisées :

“D.O.” pour « division organique » ou « divisions organiques »;

“A.B.” pour « article de base » ou « articles de base »;

« F.B. » pour « fonds budgétaire » ou « fonds budgétaires ».

Des crédits d'engagement et de liquidation destinés à couvrir les dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2016 sont ouverts au tableau budgétaire ventilant les crédits afférents aux programmes en A.B, annexés au présent décret; le tableau budgétaire dont un récapitulatif figure ci-après, donne également l'estimation des dépenses à imputer en 2016 à charge des fonds budgétaires d'engagement et de liquidation.

	INITIAL			
	Crédits d'engagement	Crédits de liquidation	Fonds budgétaires Moyen d'engagement	Fonds budgétaires Moyen de liquidation
CHAPITRE I Services généraux	499.873	528.868	24.150	24.150
CHAPITRE II Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	1.378.340	1.373.023	36.169	36.344
CHAPITRE III Education, Recherche et Formation	7.397.693	7.391.682	20.278	20.836
CHAPITRE IV Dette publique de la Communauté française	208.891	208.891	0	0
CHAPITRE V Dotations à la Région wallonne et à la Commission française	449.121	449.121	0	0
Total général	9.933.918	9.951.585	80.597	81.330

Conformément à l'article 8, § 4, 6^o du décret du 20 décembre 2011, ces crédits et fonds sont ventilés en A.B. et F.B. dans le tableau budgétaire annexé au présent décret

Art. 2. Les crédits afférents aux programmes se rapportant aux frais de fonctionnement des administrations et des cabinets ministériels comportent :

1^o) Les rémunérations et indemnités généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité, les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités de préavis et pour accidents du travail - en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès - ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire;

2^o) Les dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services :

- Honoraires des avocats et des médecins - Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales - Jetons de présence, frais de route et de séjour de personnes étrangères aux administrations de la Communauté française - Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers;

- Dépenses de consommation relatives à l'occupation des locaux - en ce compris les dépenses de consommation énergétique ""mazout, gaz, essence, électricité, charbon"" et dépenses d'entretien - Frais de bureau, location d'équipement informatique, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres menues dépenses d'administration;

- Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, frais de transport afférents aux voyages de service et primes d'assurance des délégués du département se rendant à l'étranger, intervention de la Communauté française dans le prix des abonnements sociaux;
 - Les autres dépenses relatives au fonctionnement ou aux actions des services dont la description est indiquée dans l'exposé particulier.
- 3°) Les dépenses exceptionnelles pour achat de biens non durables et de services, tels que les travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux et les frais de déménagement.
- 4°) Les loyers des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités.
- 5°) Les indemnités aux tiers, victimes d'accidents dont la responsabilité incombe à la Communauté française ainsi que les divers frais de procédure se rapportant à ces accidents.
- 6°) Les dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables, machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre.
- 7°) Les redevances pour droits d'auteur.

Art. 3. Par dérogation à l'article 21, § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011, les intérêts débiteurs résultant de la gestion de la trésorerie dans le cadre du court terme, les montants à payer à l'échéance dans le cadre des émissions de papier commercial ainsi que de l'utilisation de produits dérivés avec le caissier, peuvent être prélevés d'office par le caissier sur les comptes ad hoc et font l'objet d'une régularisation à charge du budget des dépenses.

Art. 4. En application de l'article 13 du décret du 20 décembre 2011, le Gouvernement est dispensé du dépôt immédiat d'un projet de décret spécifique d'ajustement si la délibération budgétaire qu'il adopte ouvrant les crédits nécessaires soit pour l'engagement soit pour la liquidation, soit pour l'engagement et la liquidation de dépenses est inférieure cumulativement par nature de crédit à 5.000.000 euros.

Art. 5. Par dérogation à l'article 8 § 1^{er}, 3^{ème} alinéa, du décret du 20 décembre 2011, la D.O. 40 peut comporter deux programmes fonctionnels, à savoir les programmes 0 et 1.

Art. 6. Pour l'application de l'article 19 § 2, et de l'article 20 du décret du 20 décembre 2011, les receveurs visés sont :

- les comptables ordinaires du Ministère de la Communauté française antérieurement désignés comme tels par le Ministre du Budget et en fonction au 1^{er} janvier 2013 et les receveurs-trésoriers désignés à partir du 1^{er} janvier 2013.

CHAPITRE II. — *Dispositions liées aux rémunérations*

Art. 7. Conformément à l'article 8, § 4, 2^o du décret du 20 décembre 2011, les crédits de liquidation affectés aux dépenses visées aux AB 11.03 et 11.04 du programme 0 de la DO 11 sont non limitatifs.

Art. 8. Dans les cas d'urgence visés à l'article 26 § 2 du décret du 20 décembre 2011 les rémunérations du personnel administratif peuvent être engagées en dépassement de crédit à régulariser par la délibération du gouvernement autorisant les transferts de crédits mentionnés à l'article 26 § 2 du décret visé.

Si la procédure prévue à l'article 26 § 2 n'ouvre pas de crédits d'engagement suffisants pour apurer les dépassements visés à l'alinéa 1^{er}, par dérogation à l'article 13 du décret visé, les rémunérations du personnel administratif peuvent être engagées en dépassement de crédit à régulariser par la délibération du gouvernement selon la procédure prévue à l'article 13 du dit décret.

Art. 9. Dans les cas d'urgence visés à l'article 26 § 3 du décret du 20 décembre 2011 les rémunérations du personnel enseignant et assimilé peuvent être engagées, liquidées et payées en dépassement de crédit à régulariser par la délibération du gouvernement autorisant les transferts de crédits mentionnés à l'article 26 § 3 du décret visé.

Si la procédure prévue à l'article 26 § 3 n'ouvre pas de crédits suffisants pour apurer les dépassements visés à l'alinéa 1^{er}, par dérogation à l'article 13 du décret visé, les rémunérations du personnel enseignant et assimilé peuvent être engagées, liquidées et payées en dépassement de crédit à régulariser par la délibération du gouvernement selon la procédure prévue à l'article 13 du dit décret.

CHAPITRE III. — *Dispositions liées aux avances de fonds*

Art. 10. Outre les dépenses autorisées par l'article 16 §§ 1^{er} et 3 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale, les avances de fonds visées à l'article 11 peuvent également servir à payer les rémunérations, les allocations et les indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par la Communauté, les créances résultant d'acquisition d'œuvres d'art ne dépassant pas 8.500 euros hors T.V.A. ainsi que les secours et allocations à caractère social. La limite de 8.500 euros hors T.V.A. n'est pas applicable aux dépenses de consommation énergétique des institutions publiques de protection de la jeunesse.

Art. 11. Conformément à l'article 38 § 2 du décret du 20 décembre 2011, des avances de fonds d'un montant maximum de 375.000 euros peuvent être consenties à des trésoriers décentralisés à charge pour eux de rendre compte de leur utilisation.

Les avances accordées aux trésoriers décentralisés identifiés infra sont plafonnées au montant fixé pour leur fonction.

Des avances de fonds d'un montant maximum de 100.000 euros peuvent être consenties :

- au trésorier décentralisé du service de l'Inspection des centres PMS;
- au trésorier décentralisé du service de l'Inspection de l'Enseignement artistique.

Des avances de fonds d'un montant maximum de 375.000 euros peuvent être consenties :

- au trésorier décentralisé de l'IPPPJ de Braine-le-Château;
- au trésorier décentralisé de l'IPPPJ de Saint-Servais;
- au trésorier décentralisé de l'IPPPJ de Jumet;
- au trésorier décentralisé du Centre fédéral fermé de Saint-Hubert;

- au trésorier décentralisé du service de l'Administrateur général de l'Enseignement;
- au trésorier décentralisé du service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé;
- au trésorier décentralisé du service de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale et de l'Enseignement à distance;

Des avances de fonds d'un montant de maximum 500.000 euros peuvent être consenties :

- au trésorier décentralisé de l'IPPP de Fraipont;
- au trésorier décentralisé de l'IPPP de Wauthier-Braine;
- au trésorier décentralisé du Service général de l'Inspection à l'AGE.

Des avances de fonds d'un montant maximum de 625.000 euros peuvent être consenties :

- au trésorier décentralisé de la santé;
- aux trésoriers décentralisés de l'administration générale des maisons de justice;
- au trésorier décentralisé de l'Enseignement secondaire à la DGEO.

Des avances de fonds d'un montant maximum de 1.250.000 euros peuvent être consenties :

- au trésorier décentralisé de l'Administration centrale de l'Aide à la jeunesse;
- au trésorier décentralisé de la Direction du Support logistique (Secrétariat général);
- au trésorier décentralisé qui coordonne la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui (Secrétariat général);
- au trésorier décentralisé du Service de la Diffusion des Arts de la Scène (Administration générale de la Culture);
- au trésorier décentralisé du service de l'Inspection fondamentale (AGE);
- au trésorier décentralisé du service de l'Inspection secondaire (AGE).

Des avances de fonds d'un montant maximum de 2.500.000 euros peuvent être consenties au trésorier décentralisé du Sport pour l'ensemble de la Direction générale.

Ces plafonds peuvent être adaptés sur décision du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 12. Le trésorier décentralisé de l'Audiovisuel et Multimedia est autorisé à effectuer des paiements lors de missions à l'étranger dans le cadre de festivals et de marchés internationaux, dans la limite de 12.500 euros.

Art. 13. Le trésorier décentralisé de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire est autorisé à payer au moyen des fonds avancés, l'intervention de la Communauté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe et confiés par leurs parents soit à un internat de l'enseignement officiel subventionné, soit à un internat de l'enseignement libre subventionné. En outre, il est autorisé à payer cette intervention sous forme d'avances trimestrielles.

Le trésorier décentralisé de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique est autorisé à payer, au moyen de fonds avancés, les bourses de voyage et les prix en espèces octroyés aux lauréats de concours universitaires. En outre, il est autorisé à payer, de la même manière, les frais de voyage des personnes qui viennent de l'étranger ou qui s'y rendent.

Art. 14. Pour l'application de l'article 38 § 2 du décret du 20 décembre 2011, les trésoriers décentralisés visés sont :

- 1° les comptables extraordinaire du Ministère de la Communauté française antérieurement désignés comme tels par le Ministre du Budget ou son délégué et en fonction au 1^{er} janvier 2013;
- 2° les comptables extraordinaire des cabinets ministériels et des services y assimilés pour leur fonctionnement antérieurement désignés comme tels par le Ministre dont ils relèvent et en fonction au 1^{er} janvier 2013;
- 3° les comptables extraordinaire du Corps interministériel des commissaires du Gouvernement et du Délégué général aux Droits de l'Enfant antérieurement désignés en vertu des dispositions organiques spécifiques applicables et en fonction au 1^{er} janvier 2013;
- 4° les trésoriers nouvellement désignés à partir du 1^{er} janvier 2013.

CHAPITRE IV. — Dispositions liées aux répartitions des crédits

Art. 15. Par dérogation à l'article 26, § 1^{er}, 1° 2^o du décret du 20 décembre 2011, les A.B. suivants peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition des crédits:

- les crédits des A.B. 12.03.91 et 12.07.91 de la D.O. 06 peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition des crédits en provenance de tout A.B., toutes D.O. confondues, se rapportant aux contrats liés à la gestion des bâtiments occupés par les services des cabinets des ministres du Gouvernement;
- les crédits des A.B. des D.O. 06 et 10 peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition des crédits en provenance des A.B. des différents programmes desdites D.O. Les intitulés des programmes pourront être adaptés à ces ventilations et tenir compte des adaptations administratives liées à la répartition des compétences et à la composition du Gouvernement;
- les crédits de la D.O. 06 peuvent être transférés sur décision du Gouvernement de la Communauté française vers l'A.B. 11.04.51 de la D.O. 10;
- les crédits de l'AB 01.19.02 de la DO 11 peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition vers tout AB du budget sur décision du Gouvernement
- l'A.B. 12.05.02 de la D.O. 11 peut faire l'objet d'une nouvelle répartition en provenance de tout A.B. de la D.O. 11. Les crédits de cet A.B. peuvent également faire l'objet d'une nouvelles répartition vers tout A.B. de classe économique 7 au sein de tout programme fonctionnel du budget des dépenses.
- Le Ministre ordonnateur peut, après accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions, procéder à un transfert de crédits de l'AB 12.25.10 de la DO 11 vers l'AB 41.01.11 de la DO 14.
- le Ministre des Sports est autorisé à transférer les crédits d'engagement des différents programmes de la division organique 26 vers l'AB 01.01.14 de la division organique 26, après accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions

- Le Ministre ordonnateur peut, après accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions, procéder à une nouvelle ventilation des AB entre les AB 12.02.01, 12.03.02 et 12.32.03 de la DO 17 et l'AB 12.01.31 de la DO 18
- les crédits des AB 01.01.02, 01.02.02, 01.03.02, 01.05.02, 01.06.02, 01.07.02, 01.08.02, 01.09.02, 01.10.02, 01.12.02, 01.13.02, 01.14.01, 01.15.02, 01.16.02, 01.18.02, 11.31.02, 01.02.08, 01.03.08 et 01.06.21 de la DO 11; de l'AB 01.01.07 de la DO 17; de l'AB 01.01.01, 01.01.11 de la DO 20; de l'AB 01.01.11 de la DO 25; des AB 01.01.60, 01.02.20, 01.01.21, 01.02.21, 01.03.21, 01.04.21, 01.10.21, 01.02.40, 01.11.41 et 01.06.21 de la DO 40 01.01.02 de la DO 56 peuvent être répartis après accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions entre différents AB du budget des dépenses
- les crédits des A.B. 11.04.01 et 12.05.02 de la DO 11 peuvent faire l'objet d'une répartition de crédits en provenance de l'A.B. 33.36.14 de la D.O. 17 et réciproquement;
- les crédits des A.B. des programmes 8 et 9 de la D.O. 11 peuvent bénéficier de crédits complémentaires en provenance des A.B. de la D.O. 85;
- le crédit de l'A.B. 41.01.14 de la D.O. 12 peut bénéficier de crédits complémentaires en provenance de tout A.B. du budget des dépenses;
- le crédit de l'A.B. 41.01.40 de la D.O. 40 peut faire l'objet d'une répartition de crédits en provenance de tout article de base, toutes divisions organiques confondues, supportant des dépenses en rapport avec les activités de pilotage de l'enseignement et ceux en rapport avec la formation en cours de carrière.

les crédits des l'A.B. 01.06.30 et 01.01.60 de la D.O. 40 peuvent être transférés en tout ou en partie, après accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions, vers les A.B. des D.O. 40, 45, 46, 47, 50, 54, 55, et 57.

- les crédits de l'AB 41.40.60 de la DO 40 peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition budgétaire en provenance de tout AB, toutes DO des chapitres I et III du budget.
- les crédits de l'AB 01.01.55 de la DO 40 peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition budgétaire en provenance de tout AB de la DO 40.
- le Ministre ordonnateur peut, après accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions, procéder à une nouvelle ventilation des crédits inscrits aux A.B. 41.23.31, 41.23.51 et 41.23.80 de la DO 50 qui couvrent les dotations des Centres organisés par la Fédération Wallonie-Bruxelles.
- les crédits de l'AB 12.01.51 de la DO 50 peuvent d'être transférés vers l'AB 41.12.10 de la DO 54
- le Ministre ordonnateur peut, après accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions, procéder à une nouvelle ventilation des A.B. afférents aux dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement entre les D.O. 51, 52, 53 et 56
- le Ministre ordonnateur peut, après accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions, procéder à une nouvelle ventilation des A.B. entre les programmes 1 et 2 de la DO 54 et les programmes 4, 5, 7 et 8 de la DO 55 et entre les A.B. du programme 6 de la DO 55 et les A.B 41.12.10, 41.13.10, 44.12.23 et 44.13.23 de la D.O. 54.
- les crédits des A.B. des D.O. 54, 55, et 57, peuvent bénéficier des crédits complémentaires, en provenance de l'A.B. 01.03.60 de la D.O. 40.
- les crédits de l'A.B. 01.05.80 de la D.O. 51 peuvent bénéficier de crédits complémentaires en provenance de l'A.B. 01.09.91 de la D.O. 52 et réciproquement.
- le Ministre ordonnateur peut, après accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions, procéder à une nouvelle ventilation des crédits entre les A.B. 41.12.10, 41.13.10, 44.04.21, 44.12.23, 44.13.23, 44.14.23 et 44.17.23 de la D.O. 54.
- les crédits des A.B. relatifs aux charges du personnel peuvent bénéficier, sur décision du Gouvernement, d'une nouvelle répartition de crédits en provenance de tout A.B. du budget des dépenses.
- les crédits des A.B. des divisions organiques 85 et 86 peuvent faire l'objet de répartition entre les dites divisions selon les nécessités de gestion globale de la dette.

CHAPITRE V. — *Dispositions liées aux fonds budgétaires*

Art. 16. Par dérogation à l'article 7, 2°, alinéa 3 du décret du 20 décembre 2011, peuvent se trouver en situation débitrice les fonds budgétaires suivants :

- les F.B 30.01.80 et 30.02.80 de la D.O. 40; le F.B. 01.03.94 de la D.O. 52 à concurrence des montants attribués par des conventions institutionnelles (Fonds européens, Forem, Actiris, Région wallonne, Etat fédéral);
- le F.B. 01.01.23 de la D.O. 15 , à concurrence des montants dus par la Région wallonne à la Communauté française et/ou à un opérateur en vertu des conventions cadres organisant le transfert des fonds du FEDER, des fonds régionaux et des fiches projets;
- le F.B. 01.01.91 de la D.O. 55, à concurrence des montants attribués par des conventions institutionnelles (Fonds européens, etc.).

L'ordonnateur est chargé du respect des plafonds et l'unité du contrôle des engagements vérifie le respect des plafonds imposés à l'ordonnateur.

Art. 17. Le F.B. Loterie nationale (01.01.36 de la D.O.11) est alimenté par les dotations et avances de la Loterie nationale. Les recettes affectées de ce fonds sont réparties par le Gouvernement entre les attributaires, y compris le fonds des Sports-Activités (12.33.11 de la D.O. 26). Par dérogation à l'article 27 alinéa 2 du décret du 20 décembre 2011, le receveur trésorier du F.B. Loterie nationale (01.01.36 de la D.O. 11) est autorisé à alimenter le compte du F.B. 12.33.11 de la D.O. 26 (fonds des Sports-Activités) selon la répartition décidée par le Gouvernement.

Art. 18. Par dérogation à l'objet des dépenses reprises au fonds n°27 (fonds des Sports-Activités) figurant dans le décret du 27 octobre 1997, le trésorier du compte du F.B. 12.33.11 de la D.O. 26 (fonds des Sports-Activités) est autorisé à alimenter le compte des recettes courantes générales pour un montant de 4.218.000 euros.

Art. 19. Par dérogation à l'article 8 § 1^{er} alinéa 3, 1° du décret du 20 décembre 2011, le programme 0 de la D.O. 20 contient le F.B. 01.01.05.

- Art. 20.** Pour l'application de l'article 38, § 2 du décret du 20 décembre 2011, les trésoriers décentralisés visés sont :
- les comptables ordinaires des fonds budgétaires affectés d'un indice C dans le budget général des dépenses désignés comme tels par le Ministre du Budget et en fonction au 1^{er} janvier 2013.
 - les nouveaux trésoriers décentralisés désignés pour la gestion de tels fonds.

CHAPITRE VI. — *Dispositions liées aux subventions facultatives*

Art. 21. En application de l'article 8, § 4, 3^e du décret du 20 décembre 2011, le Gouvernement peut octroyer des subventions en l'absence d'un décret organique, dans la limite des crédits des articles de base et à condition que leur nature figure dans le libellé de l'article de base et soit identifié par référence au présent article.

D.O. 11 – Affaires générales – Secrétariat général

Programme 0 – Subsistance

- Subventions pour la rémunération du personnel engagé dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle (PTP)

Programme 1 – Promotion de Bruxelles

Subventions diverses dans le cadre de la promotion de Bruxelles

Programme 2

Subventions aux institutions privées dans le cadre du plan d'action des commémorations de la Grande Guerre

Programme 3 – Information, promotion, rayonnement de la langue et de la culture française et de la Communauté Wallonie-Bruxelles

- Subventions pour la rémunération du personnel engagé dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle (PTP) (y compris années antérieures);
- Subvention au fonds d'investissement Start destiné à couvrir ses frais de fonctionnement;
- Subventions de toute nature allouées en vue de la coordination des matières transversales, de l'information, du rayonnement, de la notoriété et de la promotion de la Communauté française et des valeurs démocratiques qu'elle défend, en Belgique et à l'étranger;
- Subvention en vue de soutenir, conjointement avec la Région wallonne, les métropoles de la culture;
- Subvention allouée dans le cadre de la coopération entre les Communautés française et germanophone (loi du 31 décembre 1983 – art. 55, § 3);
- Subventions diverses à des actions de visibilité de la Communauté française, notamment par la pratique sportive;
- Subventions aux institutions publiques organisatrices des fêtes de la Communauté française;
- Subventions destinées à soutenir la diffusion de la convention des droits de l'enfant, la formation, l'information et l'organisation de manifestations liées à cette convention, dans le cadre des travaux internationaux.
- Subventions destinées à mettre en œuvre la Présidence belge de la Task Force Holocaust et la commémoration du centenaire de la guerre 14-18.

Subventions pour des projets dans le domaine de l'égalité des chances

Subventions pour des projets dans le domaine des droits culturels et de l'interculturalité

Subvention pour des projets dans le domaine des droits des femmes

Subventions pour des projets en lien avec les hôpitaux universitaires

Programme 4 – Initiatives et interventions diverses – Culture-école

- Subvention au Centre de recherches en économie régionale et politique économique (CERPE);
- Dépenses relatives au Plan d'Action Concerté Culture-Enseignement.

D.O. 14 – Relations Internationales et Actions du Fonds social européen

Programme 1 – Relations internationales

- Subventions diverses dans le cadre des relations internationales

Programme 3 – Diverses initiatives dans le domaine de l'enseignement

- Interventions, subventions et contributions diverses dans le cadre de la collaboration entre le Département et diverses institutions internationales;
- Interventions, subventions et contributions diverses dans le cadre de la collaboration entre le Département et diverses institutions internationales, notamment des actions visant à renforcer l'attractivité de l'enseignement supérieur et la promotion de la mobilité étudiante.

D.O. 15 – Infrastructures de la santé, des affaires sociales, de la culture et du sport

Programme 2 – Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements de la culture

- Subventions pour la défense et la mise en valeur de l'architecture;
- Subventions pour le financement des charges d'intérêts et d'emprunt du Musée Juif de Belgique et des collectivités locales dans le cadre du mécanisme de financement alternatif;
- Subventions octroyées aux collectivités locales pour leurs projets d'infrastructures culturelles (acquisition, rénovation et/ou aménagement, construction);
- Subventions pour l'acquisition, la construction, la transformation et l'aménagement de bâtiments à usage de maisons de jeunes – région de langue française;
- Subvention pour l'acquisition, la construction, la transformation et l'aménagement de bâtiments à usage de maisons de jeunes – région bruxelloise.
- Subventions aux pouvoirs publics dans le cadre de l'accord de coopération culture patrimoine entre la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles

D.O. 16 – Santé*Programme 3 – Promotion de la santé à l'école*

- Subventions diverses de formation en matière de promotion de la santé à l'école;
- Subventions diverses en matière d'informatisation et d'équipement;
- Subventions dans le cadre des accords non marchand.

D.O. 17 – Aide à la Jeunesse*Programme 1 – Jeunes en danger et jeunes délinquants*

- Subventions aux actions de prévention générale des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse;
- Subventions accordées aux projets d'impulsion pour la politique des immigrés;
- Subventions destinées notamment à la réalisation d'initiatives novatrices dans le secteur de la protection de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse;
- Subventions au service « Ecoute-Enfant » de la Communauté française;
- Subventions destinées à la réalisation d'actions transversales de l'aide à la jeunesse avec d'autres secteurs;
- Subventions d'initiatives en matière d'adoption;
- Subvention destinée au Fonds intersyndical de l'aide sociale;
- Plan de renforcement de l'Aide à la jeunesse;
- Subventions dans le cadre des accords non marchand;
- Financement de recherches dans le domaine de l'aide spécialisée à la jeunesse et dans le domaine de la protection de la jeunesse;
- Subventions aux projets SAIE post IPPJ;
- Subventions aux projets mettant en œuvre les séjours de rupture;
- Subventions au fonds Maribel social.
- Subventions aux projets en voie d'agrément

D.O. 18 – Maison de justice*Programme 2 – Aide spécialisée*

- Subventions aux services agréés d'aide sociale aux détenus et services liens
- Subventions en faveur de l'aide aux détenus
- Subventions d'équipement et d'aménagement aux associations et organismes d'aide aux détenus
- Subvention aux services d'aide sociale aux justiciables
- Subvention espace rencontre
- Subvention aide juridique de première ligne
- Subvention aux projets de formation et de médiation réparatrice
- « - Subvention en faveur des associations actives dans le secteur de l'aide sociale aux justiciables
- Subvention en faveur des associations actives dans le maintien ou la reconstruction des liens parents-enfants »

D.O. 19 – Enfance*Programme 1 – Office de la Naissance et de l'Enfance*

- Subventions dans le cadre des accords non marchand.

Programme 2 – Politique et accueil de l'Enfance

- Dépenses relatives à la politique de l'enfance;
- Subventions d'équipement dans le cadre de la politique de l'enfance.
- « - Rétrocession des moyens financiers des prestations dispensées dans le cadre des programmes de vaccination – Communauté germanophone
- Rétrocession des moyens financiers des prestations dispensées dans le cadre des programmes de vaccination – Cocom ».

D.O. 20 – Affaires générales de la Culture*Programme 1 – Initiatives et interventions diverses*

- Subventions pour des projets hors catégories traditionnelles regroupant des disciplines différentes sous forme d'événements exceptionnels;
- Subventions aux activités culturelles pluridisciplinaires dans le domaine de la culture;
- Dépenses ou subventions à des organismes du domaine culturel;
- Subsides à des recherches, des études scientifiques et des colloques dans le domaine socioculturel;
- Subventions d'aménagement et d'équipement aux associations et organismes culturels ainsi qu'aux provinces et communes en faveur des associations et organismes culturels;
- Subvention pour couvrir les frais de fonctionnement, hors contrat-programme, de l'ASBL « Les Grignoux » et les charges d'emprunt du bâtiment « La Sauvenière »
- Subventions relatives au programme de transition professionnelle;
- Subventions culturelles prises en application de l'accord de coopération culturelle avec la Vlaamse Gemeenschap

Programme 4 - Actions en matière de Culture à l'école

- Subventions aux établissements scolaires ou organismes culturels dans le cadre du décret Culture-Ecole
- Formation des publics scolaires à la Culture
- Subvention à la diffusion et à la décentralisation des arts de la scène : cadre scolaire

Programme 5 - Activités culturelles transversales

- Subvention à la Fondation Mons 2015
- Subventions aux structures d'encadrement à la production et à la diffusion
- Subventions aux activités culturelles pluridisciplinaires et à l'action culturelle globale
- Soutien aux cultures urbaines et émergentes, à la musique électronique
- Subvention à l'ASBL le Botanique
- Subvention à l'ASBL Halles de Schaerbeek
- Soutien aux cultures urbaines et émergentes;

Programme 6 - Formation

- Soutien d'actions et d'initiatives relatives à la professionnalisation et à la formation des acteurs culturels

Programme 7 - Arts numériques et transition numérique

- Subventions ponctuelles aux arts numériques et transition numérique

D.O. 21 – Arts de la Scène*Programme 1 – Initiatives et interventions diverses*

- Subventions à des organismes philanthropiques s'occupant d'artistes;
- Subvention aux organismes et lieux permanents de diffusions artistique et culturelle;
- Subventions aux associations et aux artistes pour des résidences artistiques et pour des activités de promotion, de diffusion, de décentralisation artistiques et culturelles.

Programme 2 – Théâtre

- Subventions aux théâtres, aux festivals d'art dramatique et aux associations de promotion ou de recherche théâtrales.

Programme 3 – Musique

- Subvention à l'Opéra royal de Wallonie;
- Subvention à l'Orchestre philharmonique de Liège;
- Subventions diverses en matière musicale, aux activités musicales professionnelles et non professionnelles;
- Subventions pour l'art lyrique, les orchestres, les festivals et organismes de promotion musicale.
- Subventions à l'aide à la création (interprètes, compositeurs, disques), aux organisateurs de concerts, festivals et projets divers

Programme 4 – Art de la danse

- Subvention au Centre chorégraphique de la Communauté française;
- Subventions à la danse, aux festivals et aux organismes de promotion chorégraphique.
- Subventions aux compagnies de danse.

Programme 6 – Arts du cirque, arts forains et de la rue

- Subventions de formation, de création et de fonctionnement des compagnies de cirque, arts forains et arts de la rue.

Programme 7 – Conte

- Subventions aux activités liées à la diffusion et la promotion du conte

Programme 8 – Interdisciplinaire

- Subventions aux activités culturelles interdisciplinaires
- Subvention au centre culturel transfrontalier, le Manège.
- Subvention au Palais des Beaux-Arts de Charleroi;
- Subvention à la Maison du spectacle;

D.O. 22 – Livre*Programme 1 – Lecture publique*

- Subventions destinées à soutenir des programmes de promotion et d'animation dans le cadre de la lecture publique;
- Subventions aux associations et organismes de promotion de la lecture.
- Subventions allouées à certaines bibliothèques publiques pour des projets pluriannuels de développement de la lecture
- Subventions destinées au programme d'équipement informatique des bibliothèques reconnues et organisées par la Communauté française;

Programme 2 – Lettres et livre

- Bourses littéraires allouées aux écrivains et aux traducteurs littéraires;
- Prix littéraires de la Communauté française;
- Aides aux éditeurs littéraires de la Communauté française pour des collections patrimoniales et de création contemporaine;
- Aides aux éditeurs de poésie et de théâtre;
- Aides aux initiatives éditoriales mettant en valeur la spécificité du rapport texte-image;
- Subsides aux associations de promotion et de diffusion des auteurs belges de langue française, pour adultes et pour la jeunesse;
- Subventions aux organismes de promotion de la poésie;
- Subventions aux revues littéraires;
- Aides pour la traduction des auteurs belges de langue française;
- Aides aux éditeurs et libraires de la Communauté française ainsi qu'à leurs organismes représentatifs;
- Bourses aux auteurs et illustrateurs de jeunesse et de bande dessinée de création;
- Subventions aux organismes de promotion de la bande dessinée et de littérature de jeunesse.
- Subventions destinées au programme de numérisation de la chaîne du livre."

Programme 3 – Langues régionales endogènes

- Aides aux revues littéraires et publications de haut niveau susceptibles de conserver la mémoire des langues régionales endogènes;
- Aides aux associations de défense et de promotion des langues régionales endogènes;
- Prix de littérature dialectale.

Programme 4 – Langue française

- Subventions pour la promotion et la coordination des initiatives contribuant à la défense, l'illustration et l'enrichissement de la langue française;
- Aides aux publications scientifiques ou didactiques consacrées à la langue française ou à la francophonie;
- Aides aux recherches portant sur la langue française;
- Aides aux publications scientifiques de langue française.
- Subvention à l'Académie royale de langue et de littérature françaises;
- Subvention au Fonds national de la littérature;

D.O. 23 – Jeunesse et Education permanente*Programme 1 — Initiatives et interventions diverses et alphabétisation*

- Subventions à des initiatives d'éducation permanente dans le domaine de l'alphabétisation.
- Subventions à des activités représentant la diversité culturelle et à des actions interculturelles

Programme 2 – Jeunesse

- Subventions pour des projets particuliers d'animation d'organisation de jeunesse, de centres de jeunes et d'associations non reconnues;
- Subventions pour les créations, productions et diffusions culturelles « Jeunes »;
- Subventions pour des projets de transversalité entre Jeunesse et d'autres secteurs ainsi que les collaborations interministérielles de jeunesse;
- Subventions exceptionnelles pour la sécurisation et l'aménagement dans le secteur de la Jeunesse;
- Subventions pour la formation des animateurs socio-culturels;
- Subventions pour la formation d'animateurs volontaires;

Programme 3 – Education permanente

- Subvention et soutien des activités extraordinaires des organisations d'éducation permanente;
- Subventions à des associations d'éducation permanente;
- Subventions pour la formation d'animateurs socioculturels dans le secteur de l'Education permanente;
- Subventions aux organisations communautaires et régionales dans le domaine des loisirs culturels;

D.O. 24 – Patrimoine culturel*Programme 1 – Dépenses et subventions diverses en patrimoine culturel*

- Subventions récurrentes ou ponctuelles à divers organismes relevant du patrimoine culturel;
- Subventions aux centres d'archives privés;
- Subventions aux centres de culture scientifique;
- Subventions aux manifestations temporaires et aux publications;
- Subventions conventionnées aux musées et institutions muséales;
- Subventions pour la restauration et la conservation des biens classés;
- Subventions à des associations et aux activités de recherche ethnologique;
- Subventions aux manifestations du patrimoine oral et immatériel;
- Acquisition d'œuvres pour les musées.

Subventions aux Archives et Musée de la Littérature.

Programme 3 – Patrimoine et création

- Subventions conventionnées à divers organismes;
- Subventions en vue de la réalisation d'exposition de prestige;
- Subvention en vue de la réalisation d'expositions, de la création d'un pôle muséal et du soutien à des centres d'art.
- Subventions aux Archives et Musée de la Littérature.

Programme 3 – Patrimoine et création

- Subventions conventionnées à divers organismes;
- Subventions en vue de la réalisation d'exposition de prestige;
- Subvention en vue de la réalisation d'expositions, de la création d'un pôle muséal et du soutien à des centres d'art.

D.O. 25 – Audiovisuel et Multimédia*Programme 1 – Initiatives et interventions diverses*

- Intervention dans l'achat de matériel par les organismes ou associations d'audiovisuel.

Programme 2 – Cinéma et vidéo

- Subventions diverses dans le domaine de l'audiovisuel (ateliers, salles art et essai, festivals);

Programme 3 – Radio et télévision

- Subvention au projet ARTE Belgique;
- Subventions aux télévisions locales (matériel, numérisation des archives).

Programme 4 – Presse

- Subvention à l'association des journalistes professionnels (fonctionnement, aide au journalisme d'investigation);
- Subventions diverses dans le domaine de la presse périodique.

D.O. 26 – Sport*Programme 2 – Recherches et développement*

- Subventions diverses à des actions de promotion du sport en Communauté française

Programme 3 – Subventions diverses

- Subvention pour la participation des athlètes francophones aux Jeux Olympiques et aux jeunes talents sportifs;
- Subvention aux organisateurs de camps sportifs;
- Subvention aux organisateurs de programme de développement sportif;
- Subventions aux organisateurs d'activités de sport de quartier;
- Subventions aux organisateurs d'activités de sport pour tous;
- Subventions aux fédérations sportives, et associations sportives, cercles sportifs, y compris pour handicapés;
- Subventions au Comité olympique et interfédéral belge;
- Subventions aux centres sportifs universitaires et assimilés et aux fédérations sportives scolaires;
- Subventions destinées à l'achat de matériel sportif et de matériel de psychomotricité;
- Subventions aux organisateurs de projet « femme et sport »;
- Subventions aux centres sportifs locaux;
- Subvention à une association de centres sportifs;
- Subvention à l'accord partiel élargi sur le sport;
- Subvention dans le cadre de la formation des jeunes par les clubs sportifs et les fédérations sportives;
- Subventions dans le cadre de l'aide à la création de nouveaux clubs sportifs;
- Montants accordés pour les stages sportifs durant les vacances scolaires;
- Montants accordés pour soutenir les manifestations sportives (dont celles pilotées par le centre de formation, le Tour de la Région wallonne, l'équipe cycliste Wallonie-Bruxelles);
- Montants accordés dans le cadre de l'évaluation et de l'encadrement des sportifs de haut niveau.

DO 27 - Arts plastiques*Programme 1 – Arts plastiques*

- Subventions conventionnées, récurrentes ou extraordinaires à des Centres ou associations d'art contemporain;
- Subventions conventionnées ou ponctuelles à l'édition et à la diffusion en arts plastiques et visuels;
- Subventions ponctuelles aux artistes, aux organismes de création et de diffusion, en artisanat et en design;
- Acquisition d'œuvres relevant des arts plastiques et des métiers d'art contemporain;
- Prix, bourses aux projets d'artistes;
- Subventions en vue de la participation aux expositions de prestige;

Subventions pour la rémunération du personnel engagé dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle (PTP) – Musée des arts contemporains du grand Hornu et aux autres institutions muséales privées reconnues;

DO 28 - Décentralisation culturelle

Programme 1 – Centres Culturels

- Subvention pour les frais de fonctionnement et de rémunération du personnel de l'Association des Centres Culturels (ACC), de l'ASTRAC et la CCB;
- Subventions extraordinaires et de fonctionnement aux centres culturels wallons et bruxellois

Programme 2 – PointCulture

- Subventions et aux pouvoirs publics cessionnaires de centres de prêt de PointCulture.

D.O. 40 – Services communs, Affaires générales, Recherche en Education, Pilotage de l'enseignement (interréseaux) et Orientation – Relations internationales*Programme 1 – Subsistance Administration – Personnel de l'Enseignement*

- Allocations et subventions dans le cadre de l'action sociale du Département en faveur du Personnel de l'Enseignement ainsi que de la formation des Directeurs.

Programme 4 – Recherches en éducation – Pilotage interréseaux – Activités pédagogiques interréseaux – Orientation – Divers

- Subventions octroyées en liaison avec la politique de l'enseignement et le soutien d'initiatives variées qui permettent d'enrichir l'offre de découvertes notamment dans l'éducation à l'environnement, la citoyenneté et l'humanisme, la promotion des sciences, des langues (y compris celle des signes) et de la créativité, l'accrochage scolaire et les perspectives dans le monde du travail, le bien-être et la prévention notamment en matière d'assuétudes;
- Subvention au service de pédagogie expérimentale de l'Université de Liège pour la participation de la Communauté française à l'enquête internationale I.E.A. - PIRLS;
- Subventions en faveur de la recherche scientifique fondamentale collective destinée aux recherches en éducation;
- Subventions en faveur des processus mis en œuvre pour améliorer la qualité et la performance de l'enseignement;
- Subventions pour des publications à caractère pédagogique octroyées à diverses associations et fédérations;
- Subventions octroyées pour des projets pilotes en matière d'enseignement;
- Subventions favorisant l'intégration et l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication dans l'enseignement.

Programme 5 – Collaborations à diverses institutions et organismes en matière d'enseignement – Divers

- Cotisation au consortium European Schoolnet (participation de la Communauté française au réseau européen d'écoles);
- Subventions à l'Association Européenne des Enseignants;
- Dépenses en lien avec l'enseignement supérieur.

Programme 6 – Enseignement supérieur – Recherche scientifique – Administration

- Interventions, subventions et contributions diverses en lien avec l'enseignement supérieur.
- Subvention à l'ASBL Eurometropolitan E-Campus
- Subventions en faveur des Maisons des Langues de Liège et de Louvain-la-Neuve;

Programme 9 – Discriminations positives dans l'enseignement obligatoire

- Subventions en faveur d'actions d'éducation interculturelle et d'expériences pédagogiques en matière pluriculturelle.

D.O. 45 – Recherche scientifique*Programme 1 – Subventions ASBL ou assimilés*

- Subventions à l'Institut historique belge de Rome et à l'Ecole française d'Athènes;
- Subvention à l'AUF (Agence universitaire de la Francophonie);
- Subventions au Centre de Recherche en Mathématique (CREM);
- Subventions pour des études et des actions de diffusion des connaissances scientifiques;
- Subventions à l'université des aînés;
- Subventions aux Instituts internationaux de Physique et de Chimie fondés par Ernest Solvay;
- Subvention au Centre de recherche et d'information socio-politique (CRISP)"

Programme 2 – Subventions diverses

- Subventions en faveur de la Recherche scientifique fondamentale collective – Initiative ministérielle;
- Subventions permettant la présence de chercheurs de la Communauté française sur des sites archéologiques;
- Subventions à l'Institut Wallonie-Bruxelles d'évaluation des choix technologiques.

Programme 3 – Subventions recherche fondamentale

- Prix et bourses de voyage et voyage d'étudiants en groupe
- Subventions pour des études et des actions de diffusion des connaissances scientifiques en ce compris l'organisation du printemps des sciences;
- Subventions aux associations de parents et d'étudiants;
- Recherches et enquêtes en matière d'éducation menées sous l'égide de l'O.C.D.E.

Soutien aux infrastructures de recherche

Application de la charte européenne du chercheur/EURAXESS

D.O. 46 – Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique

Programme 2 – Subventions diverses

- Subventions diverses en vue de couvrir le financement des prix, des concours, des missions à l'étranger, des frais de colloques et des frais de fonctionnement divers de l'institution;
- Subvention en faveur du Collège Belgique.

D.O. 50 – Affaires pédagogiques et pilotage de l'Enseignement de la Communauté française

Programme 2 – Pilotage – Structures – Programmes – Activités de Formation, Recherches et information – Etablissements de la Communauté française

- Subventions en faveur de recherches et d'études;
- Subvention à l'ASBL « Sport, Culture, Ecole et Solidarité (S.C.E.S.) »;
- Subvention à l'ASBL « Fédération sportive de l'Enseignement de la Communauté ».

D.O. 51 – Enseignement préscolaire et Enseignement primaire

Programme 7 – Fonctionnement des écoles primaires

- Subvention à des organismes ayant pour but l'enseignement en langue française.

Programme 8 – Lutte contre l'échec scolaire – Subventions diverses

- Subventions destinées à soutenir des projets relatifs à l'innovation pédagogique;
- Subventions à des projets particuliers en faveur de l'enseignement fondamental notamment dans le domaine d'actions d'éducation culturelle, environnementale, artistique.

D.O. 52 – Enseignement secondaire

Programme 9 – Discriminations positives – Divers

- Financement d'actions dans le cadre de la lutte contre l'échec scolaire et d'initiatives développées en vue de rencontrer les problèmes d'assuétudes, de violence dans les écoles et la mise en œuvre de mesures de discrimination positive;
- Financement d'actions pour les relations entre les écoles, les médias et les théâtres, pour les relations entre les arts et le monde de l'enseignement, pour l'information à la solidarité et la démocratie;
- Financement d'actions visant à favoriser l'apprentissage des langues en immersion linguistique;
- Subventions aux organismes ayant pour but la liaison entre le monde de l'enseignement qualifiant et celui de l'entreprise, notamment « Technofutur »;
- Financement d'actions relatives à la revalorisation de l'enseignement technique et professionnel et à la modernisation de l'équipement technique et professionnel des écoles, en ce compris le subventionnement du « Centre Zénoe Gramme »;
- Subventions relatives aux manifestations pédagogiques et culturelles y compris l'attribution de prix;
- Subventions de l'ASBL Skills Belgium;

D.O. 53 – Enseignement spécial

Programme 7 – Initiatives en matière d'éducation des élèves à besoins spécifiques

- Subventions en faveur d'organismes soutenant les populations visées par l'Enseignement spécialisé, favorisant la compréhension de leurs problématiques ainsi que leur intégration.

D.O. 54 – Enseignement universitaire

Programme 1 – Universités de la Communauté

- Subventions au Centre hospitalier universitaire de Liège en vue de couvrir des charges exceptionnelles et de contribuer à la constitution du capital.

Programme 2 – Universités libres

- Subvention à l'Institut universitaire d'études du Judaïsme Martin Buber.

Programme 3 – Subventions diverses

- Subventions au Centre interuniversitaire de Formation permanente à Charleroi, au Centre universitaire de Charleroi et à l'Institut polytechnique de Charleroi.

Programme 4 – Enseignement universitaire

- Subventions au Conseil Interuniversitaire de la Communauté française;
- Subventions relatives à la promotion de l'Enseignement supérieur universitaire;
- Subventions en vue du paiement des frais de fonctionnement du Centre de recherches métallurgiques;
- Subvention au service social de la Faculté de Théologie protestante à Bruxelles;
- Intervention spéciale dans les initiatives de coopération interuniversitaire;
- Bibliothèque virtuelle ou interuniversitaire coordonnée au Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF);
- Subventions en vue de soutenir des actions de formation des adultes dans l'enseignement supérieur;
- Subventions aux écoles doctorales interuniversitaires;
- Subventions en faveur de la promotion de la santé et de la médecine préventive;
- Subventions en faveur d'initiatives en matière de promotion de la réussite.

D.O. 55 – Enseignement supérieur hors Université et Hautes Ecoles

Programme 5 – Fonctionnement des Hautes Ecoles

- Dépenses générales quelconques relatives aux Hautes Ecoles;
- Soutien à la recherche en Haute Ecole.

Programme 8 – Hautes écoles et Enseignement supérieur hors université

- Subventions de nature à favoriser le développement de l'Enseignement supérieur;
- Subventions et dotations aux centres de ressources de l'éducation aux médias;
- Subventions en vue de soutenir des actions de formation des adultes dans l'enseignement supérieur;
- Subventions en faveur d'initiatives en matière de promotion de la réussite.

D.O. 56 – Enseignement de promotion sociale*Programme 8 – Restructuration et validation de l'Enseignement de promotion sociale*

- Actions diverses en matière de validation des compétences en promotion sociale dont le subventionnement du « Consortium de validation des compétences »;
- Dépenses en relation avec l'évaluation de la qualité de l'enseignement de promotion sociale.

D.O. 57 – Enseignement artistique*Programme 2 – Initiatives et subventions diverses*

- Subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement à l'Académie d'été de Wallonie;
- Subventionnement de la Formation en cours de carrière;
- Subventions à des associations diverses œuvrant dans le domaine de l'Enseignement artistique.

Programme 4 – Fonctionnement des établissements d'Enseignement supérieur

- Dépenses de toute nature en relation avec l'Enseignement artistique;
- Subventions à des associations diverses œuvrant dans le domaine de l'Enseignement artistique (Enseignement officiel et libre subventionnés).

Programme 8 – Fonctionnement des établissements d'Enseignement à horaire réduit

- Subventions pour des expérimentations pédagogiques dans les établissements d'Enseignement à horaire réduit officiels subventionnés et libres subventionnés.

Programme 9 – Equipements

- Equipement des écoles supérieures des arts.

D.O. 58 – Enseignement à distance*Programme 0 – Subsistance – Enseignement et recherche*

- Subventions diverses dans le cadre d'initiatives nouvelles ou en relation avec la politique de l'enseignement à distance.

Programme 3 – Réalisation d'actions ou de formations de réinsertion professionnelle et sociale à l'intervention de l'enseignement à distance

- Fonds budgétaire destiné à la réalisation de programme d'action ou de formations de réinsertion professionnelle et sociale à l'intervention de l'enseignement à distance.

CHAPITRE VII. — Dispositions particulières

Art. 22. Par dérogation au décret du 20 décembre 2011, les crédits de l'AB 01.01.21 de la DO 19 peuvent alimenter l'article 49.32 des recettes courantes générales, à hauteur du coût des formations d'auxiliaires de l'enfance dans un milieu à caractère familial.

Art. 23. Les opérations de dépenses d'amortissement de la dette de la Communauté française et les opérations de versements au Fonds Ecureuil des excédents de trésorerie telles que prévues à l'art 18 § 2 du décret relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française peuvent être considérées comme des opérations financières.

Art. 24. Le compte financier – Préfinancement Communauté française – de l'Agence Fonds social européen peut se trouver en situation débitrice afin d'assurer un préfinancement partiel des opérateurs bénéficiaires de crédits du Fonds Social Européen dans les limites du budget arrêté par cet organisme.

Art. 25. « La quote-part employeur pour la rémunération du personnel des écoles émergeant au Programme de transition professionnelle inscrite aux AB 43.23.53, 44.23.55, 41.23.70, 43.23.72 et 44.23.74 de la DO 51; 41.23.50, 43.23.53, 44.23.55 et 41.23.70 de la DO 52; 41.23.50, 43.23.53 et 44.23.56 de la DO 53 et 41.23.50, 43.23.54 et 44.23.55 de la DO 56 peut être versée directement à l'article 49.39 des recettes courantes générales ».

Art. 26. Le Gouvernement est autorisé à garantir, à concurrence de 8.975.175,00 euros, représentant le coût des travaux (T.V.A. et honoraires compris, révisions contractuelles non comprises) et d'équipement, les emprunts contractés par l'ASBL « Le Palace », en vue d'y aménager un complexe cinématographique sis Boulevard Anspach à Bruxelles. Par ailleurs, le Gouvernement peut octroyer à l'ASBL « Le Palace » une subvention destinée à couvrir les remboursements du capital et des intérêts.

Art. 27. Les remboursements relatifs au contentieux en matière de droits d'inscription spécifiques payés par les élèves et étudiants visés aux articles 58 et suivants de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement peuvent être imputés sur les A.B. relatifs au paiement des dotations ou subventions de fonctionnement des établissements fréquentés par les élèves ou étudiants susvisés.

Art. 28. En vue de confier la gestion financière de certaines activités au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets, le Gouvernement de la Communauté française est autorisé à y installer un trésorier à désigner par le Ministre du Budget sur proposition du Ministre-Président et justiciable de la Cour des comptes. Ce trésorier est autorisé à effectuer des dépenses en relation avec l'octroi des titres repas.

Art. 29. Le Gouvernement est autorisé à effectuer toute dépense résultant de l'accord de collaboration conclu le 15 octobre 2001 entre Cisco Networking Academy et le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions à concurrence de 55 milliers d'euros à partir de l'A.B. 01.03.83 de la D.O. 56.

Art. 30. En dérogation au décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion sociale et conformément à l'accord de Coopération relatif au développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles Capitale, conclu à Bruxelles le 2 février 2005, le Gouvernement est autorisé à affecter 20.000 périodes B aux établissements de l'Enseignement de Promotion sociale participant à des actions d'alphabétisation.

Art. 31. Le Ministre-Président de la Communauté française est autorisé à verser à la Région wallonne la contribution financière de la Communauté française au suivi administratif du Plan Stratégique Transversal « Développement du capital humain, des connaissances et des savoir-faire » ainsi que dans le cadre de la mise en place de synergies statistiques entre la Région et la Communauté.

Art. 32. En 2016, le Gouvernement est autorisé à mettre à charge des crédits du Fonds des bâtiments scolaires de la Communauté française, le montant du loyer du bâtiment Flagey abritant la faculté d'architecture de l'ULB.

Art. 33. Le report des engagements annuellement garantis et non réalisés à charge de l'AB 01.06.01 de la D.O. 44 sera assuré vers l'année suivant celle au cours de laquelle l'engagement budgétaire était initialement prévu.

CHAPITRE VIII. — *Organismes d'intérêt public*

Art. 34. Par dérogation aux contrats de gestion des organismes, la dotation à verser à l'ONE pour l'année 2016 est de 336.401.000,00 euros, la dotation à verser à l'ETNIC pour l'année 2016 est fixée à 36.303.000 euros, la dotation à verser à la RTBF pour l'année 2016 est de 224.133.000,00 euros, la dotation à verser à l'Institut de la formation en cours de carrière pour l'année 2016 est de 4.600.000,00 euros.

Art. 35. Sont approuvés pour l'année budgétaire 2016 et annexés au présent décret les budgets :

- de Wallonie-Bruxelles International.
- du Fonds d'égalisation des budgets de la Communauté française.

CHAPITRE IX. — *Section particulière*

Art. 36. Par dérogation à l'article 4 alinéa 2 du décret du 20 décembre 2011, le présent article introduit une section particulière dans le budget composée de l'article suivant : 66.01.00 dont les recettes et les dépenses sont identiques et évaluées au montant de 3.646.492,00 euros.

Les recettes sont constituées par des apports de l'autorité fédérale calculés conformément à l'article 7 §§ 2 et 3 du décret spécial du 3 avril 2014 et par des montants fixes. Les dépenses sont constituées par des versements aux entités visées au même article 7 §§ 2 et 3 du décret spécial. Le détail des flux figure en annexe 2 du présent décret.

Pour assurer le respect de l'article 7 § 5 du décret spécial du 3 avril 2014, les dépenses effectuées sur l'article 66.01 peuvent engagées, liquidées et payées en l'absence de perception des recettes correspondantes mais dans la limite des créances mensuelles que la Communauté détient sur l'autorité fédérale.

CHAPITRE X. — *Services administratifs à comptabilité autonome*

Art. 37. Pendant l'année budgétaire 2016, les opérations des services à gestion séparée des centres PMS et des établissements scolaires de l'enseignement sont estimées aux sommes mentionnées dans leurs budgets respectifs annexés au présent décret.

Art. 38. Par mesure transitoire, les Ministres compétents peuvent autoriser les responsables de la gestion financière du Musée de Mariemont, des écoles et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres de dépaysement et de plein-air, du centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française, du centre des technologies agronomiques de l'enseignement de la Communauté française, du centre d'autoformation et de formation continuée et du centre technique et pédagogique, à comptabilité autonome, à procéder à la vente des objets mobiliers mis à leur disposition lorsque ceux-ci ne peuvent plus être employés.

Art. 39. Les prévisions de dépenses figurant au budget des services administratifs à comptabilité autonome autres que l'enseignement annexés au présent décret sont considérées comme des crédits non limitatifs.

Les dépenses imputées sur ces crédits ne peuvent toutefois pas dépasser le montant global des recettes.

Art. 40. Sont approuvés :

- le budget du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel;
- les budgets agrégés des services administratifs à comptabilité autonome de l'Enseignement de la Communauté française (enseignement obligatoire);
- les budgets des Hautes écoles de la Communauté française;
- les budgets agrégés des services à gestion séparée des centres PMS de l'Enseignement de la Communauté française;
- le budget du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement de la Communauté française;
- le budget du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné;
- le budget du Fonds de garantie des Bâtiments scolaires;
- le budget de l'Observatoire des Politiques culturelles;
- le budget de l'Agence Fonds Social Européen;
- le budget de l'Ecole d'Administration publique;

- le budget du Musée royal de Mariemont;
- le budget du Centre de l'aide à la presse écrite;
- le budget de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie;
- le budget de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française;
- le budget du Service Francophone des Métiers et des Qualifications;
- le budget des Centres techniques de la Communauté française (Frameries-Tihange-Huy);
- le budget des Ecoles supérieures des arts;
- les budgets agrégés des Instituts de promotion sociale;
- les budgets des Internats autonomes supérieurs de la Communauté française;
- les budgets agrégés des centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française;
- les budgets des Centres techniques de la Communauté française (Gembloux- Strée).

CHAPITRE XI. — *Dispositions transitoires*

Art. 41. Par mesure transitoire, sont suspendues pendant l'année budgétaire 2016 les dispositions du décret du 20 décembre 2011 visées ci-après :

- l'article 9 § 2, 1° du titre III
- à l'article 15, les termes « Elle est intégrée à la comptabilité générale visée au titre IV »"
- les articles 24 § 1^{er}, 25, alinéa 2 et 28 § 2, 2° et 3° du titre III
- les articles 30, 32 §§ § 1^{er} et 4, 34, 35, 36 et 38 § 3 du titre IV
- l'article 43 du titre V
- les titres VIII et IX

Par mesure transitoire les dispositions des articles 68, 69, 70 et 73 alinéa deux du titre X du décret du 20 décembre 2011 sont suspendues jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions à fixer par le Gouvernement.

Par mesure transitoire sont suspendues

- les dispositions relatives à l'enregistrement comptable de l'engagement juridique découlant notamment des articles 22 et 24.

Par mesure transitoire, à l'article 50, 1° du décret du 20 décembre 2011, les mots « de la comptabilité générale et » sont suspendus pour la durée de l'exercice budgétaire 2016.

« Par mesure transitoire, les dispositions de l'article 52 § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011 sont suspendues pour la durée de l'exercice budgétaire 2016. »

Art. 42. Sans préjudice des articles 71 et 72 du décret du 20 décembre 2011, par mesure transitoire, les arrêtés royaux et ceux de l'Exécutif ou du Gouvernement de la Communauté française contenant les règles budgétaires, comptables et financières applicables aux services érigés en services administratifs à comptabilité autonome par la loi ou le décret restent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions exécutant le titre X du décret du 20 décembre 2011 sauf pour les services qui ne sont plus soumis à l'arrêté royal du 29 décembre 1984.

Art. 43. Par dérogation à l'article 21, § 3, du décret du 20 décembre 2011, sont versées au comptable du contentieux ou au comptable des fonds en souffrance, selon les modalités en vigueur en 2012, les sommes ne pouvant être payées entre les mains du créancier en raison d'une saisie-arrêt, une opposition, une cession ou une délégation à charge des créances de la Communauté française, ou tout autre obstacle juridique ou administratif dûment notifié ou rendu opposable.

Art. 44. Par dérogation aux articles 41 et 42 du décret du 20 décembre 2011, le compte général doit être établi et transmis à la Cour des comptes par le Gouvernement pour le 30 juin suivant la fin de l'année budgétaire et comptable écoulée.

Il comprend :

- 1° le compte d'exécution du budget établi conformément aux dispositions de l'article 29 dudit décret;
- 2° le compte des variations du patrimoine, accompagné du bilan établi au 31 décembre;

Le compte des variations du patrimoine expose les modifications de l'actif et du passif. Les biens patrimoniaux y sont repris à leur valeur d'acquisition.

- 3° le compte de la trésorerie établi sur la base des comptes de gestion annuels des trésoriers.

Le compte de la trésorerie expose les mouvements de trésorerie résultant des opérations budgétaires, des opérations liées au financement, ainsi que des opérations de gestion des fonds appartenant à des tiers.

Les montants y repris sont ceux arrêtés au 31 décembre de l'année comptable et budgétaire écoulée.

Par dérogation à l'article 44 du décret du 20 décembre 2011, la Cour des comptes transmet le compte général avec ses observations au Parlement dans le courant du mois d'octobre suivant la fin de l'année comptable et budgétaire écoulée; le Gouvernement dépose ensuite au Parlement le projet de décret portant règlement définitif du budget.

CHAPITRE XII. — *Dispositions liées à la structure du budget*

Art. 45. Les soldes des dépenses engagées demeurant à liquider déterminés conformément à l'article 28 § 2, 4° du décret du 20 décembre 2011 sont reportés de la structure du budget 2015 figurant dans les tables de transcodification en annexe aux A.B. ou F.B. figurant dans la structure du budget 2016 du même tableau de transcodification joint en annexe 1.

Bruxelles, le 10 décembre 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

Le Ministre des Sports,
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des chances,
Mme I. SIMONIS

VERTALING

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31045]

10 DECEMBER 2015. — Decreet houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2016 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de artikelen van dit decreet, onder “decreet van 20 december 2011”, wordt het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap verstaan.

In de artikelen van dit decreet, onder “bijzonder decreet van 3 april 2014”, wordt het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen, verstaan.

In de artikelen van dit decreet worden de volgende afkortingen gebruikt :

“OA” voor “organisatie-afdeling”, en “OA’s” voor “organisatie-afdelingen”;

“BA” voor “basisartikel”, en “BA’s” voor “basisartikelen”.

“BF” voor “begrotingsfondsfonden”, en “BF’s” voor “begrotingsfondsen”.

Er worden vastleggingskredieten en vereffeningenkredieten, bestemd voor het dekken van de uitgaven van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2016, geopend in de begrotingstabel waarbij de kredieten met betrekking tot de programma's over basisartikelen worden verdeeld, gevoegd bij dit decreet; de begrotingstabel, waarvan een samenvatting hierna vermeld wordt, geeft ook de raming aan van de uitgaven die in 2016 aan te rekenen zijn ten laste van de begrotingsfondsen voor vastlegging en vereffening.

	OORSPRONKELIJK			
	Vastleggings-kredieten	Vereffening-kredieten	Begrotingsfondsen Vastleggingsmiddelen	Begrotingsfondsen Vereffeningsmiddelen
HOOFDSTUK I Algemene Diensten	499.873	528.868	24.150	24.150
HOOFDSTUK II Gezondheid, Sociale Zaken, Cultuur, Audiovisuele Sector en Sport	1.378.340	1.373.023	36.169	36.344
HOOFDSTUK III Onderwijs, Onderzoek en Vorming	7.397.693	7.391.682	20.278	20.836
HOOFDSTUK IV Openbare schuld van de Franse Gemeenschap	208.891	208.891	0	0

HOOFDSTUK V Dotaties aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie	449.121	449.121	0	0
Algemeen totaal	9.933.918	9.951.585	80.597	81.330

Overeenkomstig artikel 8, § 4, 6° van het decreet van 20 december 2011, worden die kredieten en fondsen over BA's en BF's verdeeld in de bij dit decreet gevoegde begrotingstabellen.

Art. 2. De kredieten voor de programma's die betrekking hebben op de werkingskosten van de administraties en de ministeriële kabinetten behelzen :

- 1°) De bezoldigingen en vergoedingen van alle aard van het actief en in disponibiliteit gesteld personeel, de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor een hoger ambt en een bijzonder ambt, de opzegvergoedingen en vergoedingen voor arbeidsongevallen - met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden - alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel;
- 2°) De vaste uitgaven voor de aankoop van niet-duurzame goederen en voor diensten :
 - Erelonen van advocaten en artsen - Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken - Presentiegeld, reis- en verblijfkosten van niet tot de administraties van de Franse Gemeenschap behorende personen - Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden;
 - Verbruiksuitgaven met betrekking tot het bezetten van de lokalen - met inbegrip van de uitgaven voor energieverbruik "stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen" - en uitgaven voor onderhoud - Bureaukosten, huur van informatica-uitrusting, vervoer, belastingen, retributies, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kleding en andere kleine bestuursuitgaven;
 - Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, de reiskosten betreffende de dienstreizen en de verzekeringspremies van de afgevaardigden van het departement die zich naar het buitenland begeven, de bijdrage van de Franse Gemeenschap in de prijs van de sociale abonnementen;
 - De andere uitgaven in verband met de werking of de handelingen van de diensten waarvan de beschrijving in de bijzondere toelichting wordt aangegeven.
- 3°) De uitzonderlijke uitgaven voor aankoop van niet-duurzame goederen en voor diensten, waaronder werken en leveringen voor de inrichting van nieuwe lokalen en de verhuiskosten.
- 4°) De huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement, met inbegrip van de huurgelden, de bezoldigingen en vergoedingen.
- 5°) De vergoedingen aan derden die het slachtoffer werden van ongevallen waarvoor de Franse Gemeenschap aansprakelijk is alsook de verschillende procedurekosten in verband met deze ongevallen.
- 6°) De uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen : machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land.
- 7°) De heffingen voor auteursrechten.

Art. 3. In afwijking van artikel 21, § 1 van het decreet van 20 december 2011, kunnen de debetrente die voortvloeit uit het beheer van de thesaurie op korte termijn, de op termijn te betalen bedragen in het kader van de uitgifte van thesauriebewijzen en van het gebruik van afgeleide producten met de kassier, door de kassier van ambtswege op de overeenkomstige rekeningen worden uitgetrokken en worden geregulariseerd ten laste van de uitgavenbegroting.

Art. 4. Met toepassing van artikel 13 van het decreet van 20 december 2011, wordt de Regering vrijgesteld van de onmiddellijke indiening van een ontwerp van specifiek aanpassingsdecreet, indien de na beraadslaging genomen beslissing tot opening van de kredieten die noodzakelijk zijn voor ofwel de vereffening, ofwel de vastlegging en de vereffening van de uitgaven, cumulatief per kredietartaad lager is dan 5.000.000 euro.

Art. 5. In afwijking van artikel 8, § 1, derde lid, van het decreet van 20 december 2011, kan de OA 40 twee functionele programma's, namelijk de programma's 0 en 1, omvatten.

Art. 6. Voor de toepassing van artikel 19, § 2, en van artikel 20 van het decreet van 20 december 2011, zijn de bedoelde ontvangers :

- de gewone rekenplichtigen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die vroeger als zodanig door de Minister van Begroting werden aangesteld en die op 1 januari 2013 in functie waren, en de ontvangers-thesauriers die vanaf 1 januari 2013 werden aangesteld.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen in verband met de bezoldigingen*

Art. 7. Overeenkomstig artikel 8, § 4, 2° van het decreet van 20 december 2011, zijn de vereffeningenkredieten bestemd voor de uitgaven bedoeld in de BA's 11.03 en 11.04 van programma 0 van OA 11 niet limitatief.

Art. 8. In de dringende gevallen bedoeld in artikel 26 § 2 van het decreet van 20 december 2011 kunnen de bezoldigingen van het administratief personeel worden vastgelegd met een kredietoverschrijding, te regulariseren door de na beraadslaging van de Regering genomen beslissing waarbij de kredietoverschrijdingen vermeld in artikel 26 § 2 van het bedoelde decreet worden toegestaan.

Indien de in artikel 26 § 2 bedoelde procedure geen voldoende vastleggingskredieten oplevert om de in het eerste lid bedoelde overschrijdingen aan te zuiveren, kunnen, in afwijking van artikel 13 van het bedoelde decreet, de bezoldigingen van het administratief personeel worden vastgelegd met een kredietoverschrijding te regulariseren bij de na beraadslaging door de Regering genomen beslissing volgens de procedure bepaald in artikel 13 van dat decreet.

Art. 9. In de dringende gevallen bedoeld in artikel 26 § 3 van het decreet van 20 december 2011 kunnen de bezoldigingen van het onderwijszend en ermee gelijkgesteld personeel worden vastgelegd, vereffend en uitbetaald met een kredietoverschrijding te regulariseren bij een na beraadslaging door de Regering genomen beslissing waarbij de kredietoverschrijvingen vermeld in artikel 26 § 3 van het bedoelde decreet worden toegelaten.

Indien de in artikel 26 § 3 bedoelde procedure geen voldoende kredieten openst om de in het eerste lid bedoelde overschrijdingen aan te zuiveren, kunnen, in afwijking van artikel 13 van het bedoelde decreet, de bezoldigingen van het onderwijszend en ermee gelijkgesteld personeel worden vastgelegd, vereffend en uitbetaald met een kredietoverschrijding te regulariseren bij de na beraadslaging door de Regering genomen beslissing volgens de procedure bepaald in artikel 13 van dat decreet.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen in verband met geldvoorschotten*

Art. 10. Naast de uitgaven toegestaan bij artikel 16 §§ 1 en 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding, kunnen de bij artikel 11 bedoelde geldvoorschotten ook aangewend worden voor de uitbetaling van de bezoldigingen, toelagen en vergoedingen van alle aard ten gunste van het door de Gemeenschap bezoldigde personeel, van de schuldvorderingen die voortvloeien uit de aankoop van kunstwerken die niet hoger zijn dan 8.500 euro btw niet inbegrepen, en van de hulpgelden en toelagen met een sociaal karakter. De beperking tot 8.500 euro, btw niet inbegrepen, is niet van toepassing op de uitgaven voor energieverbruik van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 38 § 2 van het decreet van 20 december 2011, kunnen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 375.000 euro worden verleend aan gedecentraliseerde thesauriers, waarbij deze rekenschap moeten geven van de aanwending ervan.

De geldvoorschotten die aan de hieronder vermelde gedecentraliseerde thesauriers worden verleend, worden vastgesteld tot het maximumbedrag dat voor hun ambt wordt vastgesteld.

Er kunnen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 100.000 euro worden verleend :

- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de inspectiedienst van de PMS-centra;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de inspectiedienst van het kunstonderwijs.

Er kunnen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 375.000 euro worden verleend :

- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de IPPJ (overheidsinstelling voor jeugdbescherming) van Kasteelbrakel;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de IPPJ (overheidsinstelling voor jeugdbescherming) van Saint-Servais;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de IPPJ (overheidsinstelling voor jeugdbescherming) van Jumet ;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van het gesloten federaal centrum van Saint-Hubert;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de dienst van de administrateur-generaal van Onderwijs;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de inspectiedienst van het gespecialiseerd onderwijs;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs.

Er kunnen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 500.000 euro worden verleend :

- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de IPPJ (overheidsinstelling voor jeugdbescherming) van Fraipont ;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de IPPJ (overheidsinstelling voor jeugdbescherming) van Woutersbrakel;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de algemene inspectiedienst in het algemeen bestuur onderwijs.

Er kunnen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 625.000 euro worden verleend :

- aan de gedecentraliseerde thesaurier van gezondheid;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van het algemeen bestuur justitiehuizen;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van Secundair Onderwijs in de algemene directie leerplichtonderwijs.

Er kunnen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 1.250.000 euro worden verleend :

- aan de gedecentraliseerde thesaurier van het Hoofdbestuur Hulpverlening aan de Jeugd;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de Directie Logistieke Steun (Secretariaat-generaal);
- aan de gedecentraliseerde thesaurier die de Algemene Directie Audit, Coördinatie en Steun (Secretariaat-Generaal) coördineert;
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de Dienst voor de verspreiding van de podiumkunsten (Algemeen bestuur Cultuur).
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de dienst inspectie basisonderwijs (Algemeen Bestuur Onderwijs);
- aan de gedecentraliseerde thesaurier van de dienst inspectie secundair onderwijs (Algemeen Bestuur Onderwijs);

Er kunnen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 2.500.000 euro aan de gedecentraliseerde thesaurier van Sport worden verleend voor de gehele Algemene Directie.

Die maximumbedragen worden aangepast bij beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 12. De gedecentraliseerde thesaurier voor de Audiovisuele Sector en de Sector Multimedia wordt ertoe gemachtigd betalingen te verrichten naar aanleiding van opdrachten in het buitenland in het kader van internationale festivals en overeenkomsten, binnen de perken van 12.500 euro.

Art. 13. De gedecentraliseerde thesaurier van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs wordt ertoe gemachtigd door middel van de geldvoorschotten de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap te betalen in de pensionkosten van de kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben en die door hun ouders ofwel aan een internaat van het officieel gesubsidieerd onderwijs, ofwel aan een internaat van het vrij gesubsidieerd onderwijs worden toevertrouwd. Bovendien wordt hij ertoe gemachtigd die tegemoetkoming in de vorm van driemaandelijkse voorschotten te betalen.

De gedecentraliseerde thesaurier van de Algemene Directie Niet Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek wordt ertoe gemachtigd door middel van de geldvoorschotten de reisbeurzen en de prijzen in specie te betalen aan geslaagden voor universitaire vergelijkende examens. Bovendien wordt hij ertoe gemachtigd op dezelfde wijze de reiskosten te betalen van de personen die van of naar het buitenland reizen.

Art. 14. Voor de toepassing van artikel 38 § 2 van het decreet van 20 december 2011, zijn de gedecentraliseerde thesauriers :

- 1° de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die vroeger als dusdanig door de Minister van Begroting of diens afgevaardigde werden erkend en die op 1 januari 2013 in functie zijn;
- 2° de buitengewone rekenplichtigen van de ministeriële kabinetten en de voor hun werking ermee gelijkgestelde diensten die vroeger als dusdanig werden aangesteld door de Minister waaronder ze ressorteren en die op 1 januari 2013 in functie zijn;
- 3° de buitengewone rekenplichtigen van het interministerieel corps van commissarissen van de Regering en van de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind die vroeger werden aangesteld krachtens de toepasselijke specifieke orgaanke bepalingen en die op 1 januari 2013 in functie zijn;
- 4° de thesauriers die vanaf 1 januari 2013 nieuw aangesteld zijn.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen in verband met de verdeling van de kredieten

Art. 15. In afwijking van artikel 26, § 1, 1° 2° van het decreet van 20 december 2011, kan op de volgende BA's een nieuwe kredietverdeling worden toegepast :

- de kredieten van de BA's 12.03.91 en 12.07.91 van OA 06 kunnen een nieuwe verdeling genieten van kredieten uit elk BA, alle OA's inbegrepen, in verband met de overeenkomsten betreffende het beheer van de gebouwen bezet door de diensten van de kabinetten van de ministers van de Regering;
- de kredieten van de BA's van de OA's 06 en 10 kunnen een nieuwe verdeling genieten van kredieten uit de BA's van de verschillende programma's van die OA's. De opschriften van de programma's kunnen aan die verdelingen worden aangepast en rekening houden met de administratieve aanpassingen in verband met de verdeling van de bevoegdheden en de samenstelling van de Regering;
- de kredieten van OA 06 kunnen, op beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden overgeschreven naar BA 11.04.51 van OA 10;
- de kredieten van BA 01.19.02 van OA 11 kunnen worden herverdeeld naar elk BA van de begroting op beslissing van de Regering;
- op BA 12.05.02 van OA 11 kan een nieuwe verdeling worden toegepast uit elk BA van OA 11. Op de kredieten van dat BA kan ook een nieuwe verdeling worden toegepast naar elk BA van economische klasse 7 binnen elk functioneel programma van de uitgavenbegroting;
- met de toestemming van de Minister bevoegd voor de begroting, kan de ordonnancerende Minister kredieten van BA 12.25.10 van OA 11 naar BA 41.01.11 van OA 14 overschrijven;
- de Minister van Sport wordt ertoe gemachtigd de vastleggingskredieten van de verschillende programma's van de organisatie-afdeling 26 naar BA 01.01.14 van de organisatie-afdeling 26 over te schrijven, met de instemming van de Minister bevoegd voor de begroting;
- met de instemming van de Minister bevoegd voor de begroting kan de ordonnancerende Minister de BA's herverdelen over de BA's 12.02.01, 12.03.02 en 12.32.03 van OA 17 en BA 12.01.31 van OA 18;
- de kredieten van de BA's 01.01.02, 01.02.02, 01.03.02, 01.05.02, 01.06.02, 01.07.02, 01.08.02, 01.09.02, 01.10.02, 01.12.02, 01.13.02, 01.14.01, 01.15.02, 01.16.02, 01.18.02, 11.31.02, 01.02.08, en 01.03.08, en 01.06.21 van OA 11; van BA 01.01.07 van OA 17, van BA 01.01.01; 01.01.11 van OA 20, van BA 01.01.11 van OA 25, van de BA's 01.01.60, 01.02.20, 01.01.21, 01.02.21, 01.03.21, 01.04.21, 01.10.21, 01.02.40, 01.11.41 et 01.06.21, van OA 40, 01.01.02 van OA 56, kunnen, na instemming van de minister bevoegd voor de begroting, worden verdeeld over de verschillende BA's van de uitgavenbegroting;
- de kredieten van de BA's 11.04.01 en 12.05.02 van OA 11 kunnen bijkomende kredieten krijgen uit BA 33.36.14 van OA 17, en omgekeerd;
- de kredieten van de BA's van de programma's 8 en 9 van OA 11 kunnen bijkomende kredieten krijgen uit de BA's van OA 85;
- het krediet van BA 41.01.14 van OA 12 kan aanvullende kredieten genieten uit elk BA van de uitgavenbegroting;
- het krediet van BA 41.01.40 van OA 40 kan een nieuwe verdeling van kredieten genieten uit elk basisartikel, alle organisatie-afdelingen inbegrepen, bestemd voor uitgaven in verband met de activiteiten betreffende de sturing van het onderwijs en deze die in verband staan met de opleiding gedurende de loopbaan;
- de kredieten van BA 01.01.60 en 01.01.60 van OA 40 kan, na instemming van de Minister bevoegd voor de begroting, geheel of gedeeltelijk worden overgeschreven naar de BA's van de OA's 40, 45, 46, 47, 50, 54, 55 en 57;
- op de kredieten van BA 41.40.60. van OA 40 kan een nieuwe begrotingsverdeling worden toegepast uit elk BA, alle OA's van de hoofdstukken I en III van de begroting ingebrepen;
- op de kredieten van BA 01.01.55 van OA 40 kan een nieuwe begrotingsverdeling worden toegepast uit elk BA van OA 40;
- de ordonnancerende minister kan, na instemming van de minister bevoegd voor de begroting, een nieuwe verdeling verrichten van de kredieten van de BA's 41.23.31, 41.23.51 en 41.23.80 van OA 50 die de dotaties van de door de Federatie Wallonië-Brussel georganiseerde centra dekken;
- de kredieten van BA 12.01.51 van OA 50 kunnen worden overgeschreven naar BA 41.12.10 van OA 54;
- de ordonnancerende minister kan, na instemming van de minister bevoegd voor de begroting, een nieuwe verdeling verrichten van de BA's betreffende de werkingsuitgaven van de onderwijsinrichtingen over de OA's 51, 52, 53 en 56;

- de ordonnancerende minister kan, na instemming van de minister bevoegd voor de begroting, een nieuwe verdeling verrichten van de BA's over de programma's 1 en 2 van OA 54 en de programma's 4, 5, 7 en 8 van OA 55 en over de BA's van programma 6 van OA 55 en de BA's 41.12.10, 41.13.10, 44.12.23 en 44.13.23 van OA 54;
- de kredieten van de BA's van de OA's 54, 55 en 57 kunnen bijkredieten uit BA 01.03.60 van OA 40 genieten;
- de kredieten van BA 01.05.80 van OA 51 kunnen bijkredieten uit BA 01.09.91 van OA 52 genieten, en omgekeerd;
- de ordonnancerende Minister kan, na instemming van de minister bevoegd voor de begroting, een nieuwe verdeling van kredieten verrichten over de BA's 41.12.10, 41.13.10, 44.04.21, 44.12.23, 44.13.23, 44.14.23 en 44.17.23 van OA 54;
- de kredieten van de BA's betreffende de lasten van het personeel kunnen, op beslissing van de Regering, bijkredieten uit elk BA van de uitgavenbegroting genieten;
- op de kredieten van de BA's van de organisatie-afdelingen 85 en 86 kan een verdeling over die afdelingen worden toegepast volgens de noodwendigheden inzake globaal beheer van de schuld.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen in verband met de begrotingsfondsen

Art. 16. In afwijking van artikel 7, 2°, derde lid van het decreet van 20 december 2011, kunnen de volgende begrotingsfondsen zich in een debettoestand bevinden :

- de BF's 30.01.80 en 30.02.80 van OA 40; BF 01.03.94 van OA 52, tot beloop van de bedragen toegekend door institutionele overeenkomsten (Europese fondsen, Forem, Actiris, Waals Gewest, federale Staat);
- BF 01.01.23 van OA 15, tot beloop van de bedragen die door het Waalse Gewest aan de Franse Gemeenschap en/of een operateur verschuldigd zijn krachtens de kaderovereenkomsten die de overschrijving van geld organiseert uit het EFRO (Europese Fonds voor Regionale Ontwikkeling), de gewestfondsen en de projectfiches;
- BF 01.01.91 van OA 55, tot beloop van de bedragen die door institutionele overeenkomsten (Europese fondsen, enz.) worden toegekend.

De ordonnateur wordt belast met het doen naleven van de maximumbedragen, en de eenheid voor de controle van de vastleggingen onderzoekt de naleving van de maximumbedragen die aan de ordonnateur worden opgelegd.

Art. 17. Het begrotingsfonds Nationale Loterij (01.01.36 van OA 11) wordt gestijfd door de dotaties en voorschotten van de Nationale Loterij. De bestemde ontvangsten van dat fonds worden door de Regering verdeeld over de begunstigden, met inbegrip van het Sportfonds – Activiteiten (12.33.11 van OA 26). In afwijking van artikel 27, tweede lid, van het decreet van 20 december 2011, wordt de ontvanger-thesaurier van het BF Nationale Loterij (01.01.36 van OA 11) ertoe gemachtigd de rekening van het BF 12.33.11 van OA 26 (Sportfonds – Activiteiten) volgens de door de Regering besliste verdeling te stijven.

Art. 18. In afwijking van de inhoud van de uitgaven vermeld in het fonds nr. 27 (Sportfonds - Activiteiten), vermeld in het decreet van 27 oktober 1997, wordt de thesaurier van de rekening van het BF 12.33.11 van OA 26 (Sportfonds-Activiteiten) ertoe gemachtigd de rekening van de algemene gewone ontvangsten ten bedrage van 4.218.000 euro te stijven.

Art. 19. In afwijking van artikel 8, § 1, derde lid, 1° van het decreet van 20 december 2011, omvat het programma 0 van OA 20 het BF 01.01.05.

Art. 20. Voor de toepassing van artikel 38, § 2 van het decreet van 20 december 2011, zijn de bedoelde gedecentraliseerde thesauriers :

- de gewone rekenplichtigen van de begrotingsfondsen die met een teken C in de algemene uitgavenbegroting aangegeven worden, die als zodanig door de Minister van Begroting worden genoemd en die op 1 januari 2013 hun ambt uitoefenen.
- de nieuwe gedecentraliseerde thesauriers die voor het beheer van zulke fondsen worden aangesteld.

HOOFDSTUK VI. — Bepalingen in verband met de facultatieve subsidies

Art. 21. Met toepassing van artikel 8, § 4, 3° van het decreet van 20 december 2011, kan de Regering subsidies toekennen bij gebrek aan een organiek decreet, binnen de perken van de kredieten van de basisartikelen en op voorwaarde dat hun aard in de tekst van het basisartikel wordt vermeld en met verwijzing naar dit artikel wordt geïdentificeerd.

OA 11 - Algemene Zaken van het Secretariaat-generaal

Programma 0 – Bestaansmiddelen

- Subsidies voor de bezoldiging van het personeel dat tewerkgesteld is in het kader van het doorstromingsprogramma.

Programma 1. — Promotie van Brussel

Verschillende subsidies in het kader van de promotie van Brussel

Programma 2

- Subsidies aan de privé-instellingen in het kader van het actieplan voor de evenementen tot herdenking van de Grote Oorlog

Programma 3 — Informatie, bevordering, uitstraling van de Franse taal en cultuur en van de Gemeenschap Wallonië-Brussel

- Subsidies voor de bezoldiging van het personeel dat tewerkgesteld is in het kader van het doorstromingsprogramma (met inbegrip van vorige jaren);
- Subsidie aan het investeringsfonds Start, met het oog op het dekken van zijn werkingskosten;
- Subsidies van alle aard voor de coördinatie van transversale materies, informatie, uitstraling, bekendheid en promotie van de Franse Gemeenschap en de democratische waarden die ze in België en in het buitenland verdedigt;
- Subsidies om, samen met het Waalse Gewest, de cultuurmetropolen te ondersteunen;

- Subsidie in het kader van de samenwerking tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap (wet van 31 december 1983 – art. 55, § 3);
- Diverse subsidies voor doorzichtigheidsacties van de Franse Gemeenschap, inzonderheid door de sportpraktijk;
- Subsidies aan de openbare instellingen die feesten in de Franse Gemeenschap organiseren;
- Subsidies voor de ondersteuning van de verspreiding van het verdrag inzake de rechten van het kind, de opleiding, de informatie en de organisatie van evenementen in verband met die overeenkomst, in het kader van internationale werkzaamheden;
- Subsidies voor het Belgische voorzitterschap van de Task Force Holocaust en de honderdste verjaardag van de oorlog 14-18;
- Subsidies voor projecten op het gebied van gelijke kansen;
- Subsidies voor projecten op het gebied van de culturele rechten en interculturaliteit;
- Subsidies voor projecten op het gebied van vrouwenrechten;
- Subsidies voor projecten in verband met universitaire ziekenhuizen.

Programma 4 – Diverse initiatieven en tegemoetkomingen – Cultuur – school

- Subsidie aan het « Centre de recherches en économie régionale et politique économique (CERPE) » (centrum voor onderzoek op het gebied van regionale economie en economisch beleid).
- Uitgaven in verband met het overlegde actieplan Cultuur-Onderwijs.

OA 14 - Internationale betrekkingen en Acties van het Europees Sociaal Fonds

Programma 1 — Internationale Betrekkingen

- Diverse subsidies in het kader van de internationale betrekkingen

Programma 3 – Diverse initiatieven in de onderwijssector

- Diverse tegemoetkomingen, subsidies en bijdragen in het kader van de medewerking tussen het Departement en diverse internationale instellingen;
- Diverse tegemoetkomingen, subsidies en bijdragen in het kader van de medewerking tussen het Departement en diverse internationale instellingen, inzonderheid acties voor de versterking van de aantrekkracht van het hoger onderwijs en de bevordering van de studentenmobiliteit.

OA 15 - Infrastructuur voor gezondheid, sociale zaken, cultuur en sport

Programma 2 – Leningslasten, investeringen en subsidies voor cultuurinvesteringen

- Subsidies voor de bescherming en de herwaardering van architectuur;
- Subsidies voor de financiering van de intrest- en leningslasten van het Joods Museum van België en van de lokale gemeenschappen in het kader van het stelsel voor alternatieve financiering;
- Subsidies toegekend aan de lokale gemeenschappen voor hun culturele infrastructuurprojecten (aanschaffing, vernieuwing en/of inrichting, bouw);
- Subsidies voor het aanschaffen, oprichten, wijzigen en inrichten van gebouwen die moeten dienen voor jeugdhuisen - Frans taalgebied;
- Subsidies voor het aanschaffen, oprichten, wijzigen en inrichten van gebouwen die moeten dienen voor jeugdhuisen - Brussels Gewest;
- Subsidies aan de overheidsbesturen in het kader van het samenwerkingsakkoord cultuur-erfgoed tussen het Waalse Gewest en de Federatie Wallonië – Brussel.

OA 16 - Gezondheid

Programma 3 – Gezondheidspromotie op school

- Diverse subsidies in verband met vorming inzake gezondheidspromotie op school;
- Diverse subsidies in verband met informatisering en uitrusting;
- Subsidies in het kader van overeenkomsten in de non-profit-sector.

OA 17 - Hulpverlening aan de Jeugd

Programma 1 — Jongeren in gevaar en jonge delinquenten

- Subsidies voor acties inzake algemene preventie van de arrondissementenraden voor hulpverlening aan de jeugd;
- Subsidies toegekend aan de projecten voor impuls voor het migrantenbeleid;
- Subsidies inzonderheid bestemd voor de verwezenlijking van vernieuwende initiatieven in de sector jeugdbescherming en hulpverlening aan de jeugd;
- Subsidies aan de dienst “Ecoute-Enfants” van de Franse Gemeenschap;
- Subsidies bestemd voor de verwezenlijking van transversale acties inzake hulpverlening aan de jeugd met andere sectoren;
- Subsidies voor initiatieven inzake adoptie;
- Subsidies bestemd voor het Intersyndicaal Fonds voor maatschappelijk welzijn;
- Plan voor de versteviging van de Hulpverlening aan de Jeugd;
- Subsidies in het kader van de overeenkomsten in de non-profit sector;
- Financiering van onderzoek op het gebied van de gespecialiseerde hulpverlening aan de jeugd en op het gebied van de jeugdbescherming;
- Subsidies aan de projecten van de diensten voor hulpverlening en optreden inzake opvoeding na een verblijf in een overheidsinstelling voor jeugdbescherming;
- Subsidies aan projecten die het scheidingsverblijf organiseren;

- Subsidies aan het fonds sociale maribel.
- Subsidies aan projecten waarvan de erkenning wordt onderzocht.

OA 18 - Justitiehuizen*Programma 2 – Gespecialiseerde hulpverlening*

- Subsidies aan erkende diensten voor maatschappelijke hulpverlening aan gedetineerden en contactdiensten;
- Subsidies voor hulpverlening aan gedetineerden;
- Uitrustings- en inrichtingssubsidies aan verenigingen en instellingen voor hulpverlening aan gedetineerden;
- Subsidies aan diensten voor maatschappelijke hulpverlening aan justitiabelen;
- Subsidie ontmoetingsplaats;
- Subsidie eerstelijnshulp in rechtszaken;
- Subsidie voor projecten inzake opleiding en herstelbemiddeling;
- Subsidie voor verenigingen die werkzaam zijn op het gebied van maatschappelijke hulpverlening aan justitiabelen;
- Subsidie voor verenigingen die werkzaam zijn om de banden ouders-kinderen te behouden of weder aan te knopen.

OA 19 - Kind*Programma 1 – "Office de la Naissance et de l'Enfance".*

- Subsidies in het kader van de overeenkomsten in de non-profit sector.

Programma 2 – Kinderbeleid en -opvang

- Uitgaven in verband met het kinderbeleid;
- Uitrustingssubsidies in het kader van het kinderbeleid;
- Retrocessie van de financiële middelen voor de verstrekkingen in het kader van het vaccinatieprogramma – Duitstalige Gemeenschap;
- Retrocessie van de financiële middelen voor de verstrekkingen in het kader van de vaccinatieprogramma's – Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

OA 20.- Algemene Zaken van Cultuur*Programma 1 — Diverse initiatieven en tegemoetkomingen*

- Subsidies voor projecten buiten de traditionele categorieën met betrekking tot verschillende domeinen in de vorm van uitzonderlijke evenementen;
- Subsidies voor multidisciplinaire cultuuractiviteiten op het gebied van cultuur;
- Uitgaven of subsidies aan instellingen op het gebied van cultuur;
- Subsidies voor wetenschappelijk onderzoek en wetenschappelijke studies, colloquia op sociaal-cultureel gebied;
- Inrichtings- en uitrustingssubsidies aan de culturele verenigingen en instellingen alsook aan de provincies en gemeenten ten voordele van de culturele verenigingen en instellingen;
- Subsidies tot dekking van de werkingskosten, buiten een programma-overeenkomst, van de VZW "Les Grignoux" en van de leningslasten voor het gebouw "La Sauvenière";
- Subsidies betreffende het doorstromingsprogramma;
- Cultuursubsidies die worden beslist met toepassing van het samenwerkingsakkoord inzake cultuur met de Vlaamse Gemeenschap.

Programma 4. — Acties inzake cultuur op school

- Subsidies aan de schoolinrichtingen of cultuurinstellingen in het kader van het decreet Cultuur-School;
- Vorming van het schoolpubliek tot cultuur;
- Subsidie voor de verspreiding en de decentralisatie van de podiumkunsten : schoolkader.

Programma 5. — Transversale cultuuractiviteiten

- Subsidie aan de "Fondation Mons 2015";
- Subsidies aan begeleidingsstructuren voor de productie en de verspreiding;
- Subsidies voor multidisciplinaire culturele activiteiten en voor de globale cultuuractie;
- Steun voor stads- en opkomende culturen, en elektronische muziek;
- Subsidie aan de VZW "Le Botanique";
- Subsidie aan de VZW "Halles de Schaerbeek"
- Steun voor stads- en opkomende culturen;

Programma 6. — Vorming

- Steun voor acties en initiatieven betreffende de professionalisering en de vorming van cultuuractoren

Programma 7. — Digitale kunsten en digitale overgang

Bepaalde subsidies voor digitale kunsten en digitale overgang

OA 21. - Podiumkunsten*Programma 1 — Diverse initiatieven en tegemoetkomingen*

- Subsidies aan filantropische instellingen die zich met kunstenaars bezighouden;
- Subsidie aan de instellingen en vaste plaatsen voor kunst- en cultuurverspreiding;

- Subsidies aan verenigingen en kunstenaars voor kunstverblijf en voor activiteiten inzake bevordering, verspreiding en decentralisatie op het gebied van kunst en cultuur.

Programma 2 — Toneel

- Subsidies aan de theaters, aan de festivals voor toneelkunst en aan de verenigingen voor toneelbevordering of -onderzoek.

Programma 3 — Muziek

- Subsidie aan de "Opéra royal de Wallonie";
- Subsidie aan het "Orchestre philharmonique de Liège";
- Subsidies van alle aard inzake muziek, voor de professionele en niet-professionele muziekactiviteiten;
- Subsidies voor de lyrische kunst, orkesten, festivals en instellingen voor muziekbevordering;
- Subsidies voor creatiesteun (uitvoerende kunstenaars, componisten, platen), organisatoren van concerten, festivals en diverse projecten.

Programma 4 — Danskunst

- Subsidie aan het "Centre chorégraphique de la Communauté française";
- Subsidies voor dans, festivals en aan instellingen voor bevordering van danskunst;
- Subsidies voor dansgezelschappen.

Programma 6 — Circuskunsten, kermiskunsten en straatkunsten

- Subsidies voor vorming, creatie en werking van de gezelschappen voor circus-, kermis- en straatkunsten.

Programma 7 — Sprookje

- Subsidies voor activiteiten in verband met de verspreiding en de bevordering van sprookjes.

Programma 8 — Interdisciplinair

- Subsidies voor interdisciplinaire cultuuractiviteiten;
- Subsidie aan het grensoverschrijdende cultureel centrum "Le Manège";
- Subsidie aan het "Palais des Beaux-Arts" van Charleroi;
- Subsidie aan het "Maison du spectacle".

OA 22 - Boek

Programma 1 — Openbare lectuurvoorziening

- Subsidies ter ondersteuning van programma's inzake bevordering en animatie in het kader van de openbare lectuurvoorziening;
- Subsidies aan de verenigingen en instellingen voor bevordering van lectuur;
- Subsidies toegekend aan sommige openbare bibliotheken voor meerjarenprogramma's voor ontwikkeling van lectuurvoorziening;
- Subsidies bestemd voor het programma voor de informatica-uitrusting van de door de Franse Gemeenschap erkende en georganiseerde bibliotheken.

Programma 2 — Letteren en boekwezen

- Literaire beurzen toegekend aan schrijvers en literaire vertalers;
- Literaire prijzen van de Franse Gemeenschap;
- Steun aan literaire uitgevers van de Franse Gemeenschap voor collecties inzake erfgoed en hedendaagse creatie;
- Steun aan uitgevers inzake dichtkunst en toneelkunst;
- Steun voor editoriale initiatieven die op de specificiteit van de verhouding tekst-beeld de nadruk legt;
- Subsidies aan de verenigingen voor bevordering en verspreiding van Franstalige Belgische auteurs, voor volwassenen en voor de jeugd;
- Subsidies aan instellingen voor bevordering van dichtkunst;
- Subsidies aan literaire tijdschriften;
- Steun voor de vertaling van Franstalige Belgische auteurs;
- Steun aan uitgevers en boekhandelaars van de Franse Gemeenschap alsook aan hun representatieve instellingen;
- Beurzen aan jeugdauteurs en -tekenaars en aan auteurs en tekenaars van creatiestripverhalen;
- Subsidies aan de instellingen voor bevordering van het stripverhaal en de jeugdliteratuur;
- Subsidies bestemd voor het programma voor de digitalisering van de keten van het boek.

Programma 3 — Endogene regionale talen

- Steun aan literaire tijdschriften en publicaties van hoog niveau die kunnen bijdragen tot het behoud van de endogene regionale talen;
- Steun aan verenigingen tot verdediging en bevordering van de endogene regionale talen;
- Prijzen voor dialectliteratuur.

Programma 4 — Franse taal

- Subsidies voor de bevordering en de coördinatie van de initiatieven die bijdragen tot de bescherming, de luister en de verrijking van de Franse taal;
- Steun aan wetenschappelijke of didactische publicaties op het gebied van de Franse taal of de francofonie;
- Steun voor onderzoek betreffende de Franse taal;

- Steun aan Franstalige wetenschappelijke publicaties;
- Subsidie aan de “Académie royale de langue et de littérature françaises”;
- Subsidie aan het Nationaal Fonds voor letterkunde.

OA 23. - Jeugd en permanente opvoeding

Programma 1 – Diverse initiatieven en tegemoetkomingen en alfabetisering

- Subsidies voor initiatieven inzake permanente opvoeding op het gebied van alfabetisering;
- Subsidies voor activiteiten die culturele diversiteit vertegenwoordigen en voor interculturele acties.

Programma 2 — Jeugd

- Subsidies voor bijzondere projecten inzake animatie van jeugdorganisaties, jeugdcentra en niet erkende verenigingen;
- Subsidies voor de cultuurcreations, -producties en -verspreidingen “Jongeren”;
- Subsidies voor transversale projecten tussen Jeugd en andere sectoren en interministeriële samenwerkingsverbanden in de jeugdsector;
- Uitzonderlijke subsidies voor de beveiliging en de inrichting in de jeugdsector;
- Subsidies voor de opleiding van sociaal-culturele animators;
- Subsidies voor de opleiding van vrijwillige animators.

Programma 3 — Permanente opvoeding

- Subsidies en steun voor buitengewone activiteiten van de organisaties voor permanente opvoeding;
- Subsidies aan verenigingen voor permanente opvoeding;
- Subsidies voor de opleiding van sociaal-culturele animators in de sector permanente opvoeding;
- Subsidies aan de gemeenschaps- en gewestorganisaties op het gebied van de culturele vrijetijdsbesteding;

OA 24 - Cultureel erfgoed

Programma 1 — Diverse uitgaven en subsidies op het gebied van cultureel erfgoed

- Permanente of bepaalde subsidies aan verschillende instellingen die onder het cultureel erfgoed ressorteren;
- Subsidies aan de private archiefcentra;
- Subsidies aan de centra voor wetenschappelijke cultuur;
- Subsidies aan tijdelijke evenementen en publicaties;
- Subsidies aan musea en museuminstellingen op grond van een overeenkomst;
- Subsidies voor de restauratie en het behoud van gerangschikte goederen;
- Subsidies aan verenigingen en voor activiteiten op het gebied van etnologisch onderzoek;
- Subsidies aan manifestaties van het mondeling en immaterieel erfgoed;
- Aanschaffing van werken voor de musea;
- Subsidies aan “Archives et Musée de la Littérature”.

Programma 3 – Erfgoed en creatie

- Subsidies aan verschillende instellingen in het kader van een overeenkomst;
- Subsidies voor de verwezenlijking van prestigetentoonstellingen;
- Subsidie voor de organisatie van tentoonstellingen, de creatie van een museumpool en de ondersteuning van de kunstcentra.

OA 25 - Audiovisuele sector en multimedia

Programma 1 — Diverse initiatieven en tegemoetkomingen

- Tegemoetkoming in de aankoop van materieel door de instellingen of verenigingen op het gebied van de audiovisuele sector.

Programma 2 — Film en video

- Diverse subsidies op het gebied van de audiovisuele sector (ateliers, zalen kunst en essay, festivals);

Programma 3 – Radio en televisie

- Subsidie aan het project “ARTE Belgique”;
- Subsidies aan de lokale televisies (materieel, digitalisering van het archief).

Programma 4 — Pers

- Subsidie aan de Algemene Vereniging der Belgische Beroepsjournalisten (werking, steun aan investigatie-journalistiek);
- Diverse subsidies aan de periodieke pers.

OA 26 - Sport

Programma 2 – Onderzoek en ontwikkeling

- Diverse subsidies aan acties voor de bevordering van sport in de Franse Gemeenschap

Programma 3 — Diverse subsidies

- Subsidie voor de deelneming van Franstalige atleten aan de Olympische Spelen en voor de jonge sporttalenten;
- Subsidie voor de organisatie van sportkampen;
- Subsidies aan de organisatoren van programma's voor sportontwikkeling;

- Subsidies aan de organisatoren van buurtsportactiviteiten;
- Subsidies aan de organisatoren van activiteiten inzake sport voor allen;
- Subsidies aan de sportfederaties en -verenigingen, ook voor gehandicapten;
- Subsidies aan het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité;
- Subsidies aan de universitaire en ermee gelijkgestelde sportcentra en aan de schoolsportfederaties;
- Subsidies bestemd voor de aankoop van sportmateriaal en psychomotorisch materieel;
- Subsidies aan de organisatoren van het project “vrouw en sport”;
- Subsidies aan de plaatselijke sportcentra;
- Subsidie aan een vereniging van sportcentra;
- Subsidie aan het uitgebreid gedeeltelijk akkoord over sport;
- Subsidie in het kader van de opleiding van jongeren door de sportclubs en de sportfederaties;
- Subsidies in het kader van steun voor de oprichting van nieuwe sportclubs;
- Bedragen toegekend aan de sportstages gedurende de schoolvakantie;
- Bedragen toegekend om de sportevenementen te ondersteunen (waaronder deze die gestuurd worden door het opleidingscentrum, de Ronde van het Waalse Gewest, de wielerploeg Wallonië-Brussel);
- Bedragen toegekend in het kader van de evaluatie en de begeleiding van topsporters.

OA 27 - Beeldende kunsten

Programma 1 – Beeldende kunsten

- Op grond van een overeenkomst toegekende subsidies, permanente of buitengewone subsidies aan centra of verenigingen voor hedendaagse kunst;
- Op grond van een overeenkomst toegekende subsidies of welbepaalde subsidies voor het uitgeven en verspreiden van beeldende en visuele kunsten;
- Welbepaalde subsidies aan kunstenaars, creatie- en verspreidingsinstellingen, voor ambacht en design;
- Aanschaf van werken die ressorteren onder de beeldende kunsten en hedendaagse kunstambachten;
- Prijzen, beurzen voor kunstenaarsprojecten;
- Subsidies voor de deelneming aan prestigetentoonstellingen;
- Subsidies voor de bezoldiging van het personeel dat wordt tewerkgesteld in het kader van het doorstromingsprogramma – Museum voor de hedendaagse kunsten “Le Grand Hornu” en andere erkende private museuminstellingen.

OA 28. - Culturele decentralisatie

Programma 1 – Culturele centra

- Subsidie voor de werkings- en bezoldigingskosten van het personeel van de “Association des centres Culturels (ACC), de ASTRAC (netwerk van culturele centra) en de CCB;
- Buitengewone en werkingssubsidies aan Waalse en Brusselse culturele centra.

Programma 2 – Steunpunt Cultuur

- Subsidies aan overheidsdiensten die uitleencentra van “Steunpunt Cultuur” ter beschikking stellen.

OA 40 - Gemeenschappelijke diensten, Algemene Zaken, Onderzoek op het gebied van Onderwijs, (Netoverschrijdende) sturing van het Onderwijs en Oriëntatie - Internationale Betrekkingen

Programma 1 — Bestaansmiddelen bestuur - Onderwijspersoneel

- Toelagen en subsidies in het kader van de sociale actie van het Departement ten gunste van het Personeel van het Onderwijs en voor de opleiding van de directeurs.

Programma 4 - Onderzoek op het gebied van Onderwijs - Netoverschrijdende sturing - Netoverschrijdende pedagogische activiteiten - Oriëntatie- Diversen

- Subsidies toegekend op het gebied van het onderwijsbeleid tot ondersteuning van diverse initiatieven voor een beter aanbod van acties op het gebied van opvoeding tot milieu, burgerzin en humanisme, voor de bevordering van wetenschappen, talen (met inbegrip van gebarentaal) en creativiteit, schoolherinschakeling en goede vooruitzichten op het vlak van werk, welzijn en preventie, inzonderheid inzake verslaving;
- Subsidie aan de dienst voor experimentele pedagogie van de “Université de Liège” voor de deelneming van de Franse Gemeenschap aan het internationale onderzoek IEA – PIRLS;
- Subsidies voor het collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek bestemd voor het onderzoek op het gebied van onderwijs;
- Subsidies voor de verbetering van kwaliteit en doeltreffendheid van onderwijs;
- Subsidies voor publicaties van pedagogische aard toegekend aan verschillende verenigingen en federaties;
- Subsidies toegekend voor proefprojecten op het gebied van onderwijs;
- Subsidies tot bevordering van de implementatie en het gebruik van de Informatie- en communicatietechnologieën in het onderwijs.

Programma 5. — Medewerking met verschillende instellingen en inrichtingen inzake onderwijs — Diversen.

- Bijdrage aan het consortium European Schoolnet (deelneming van de Franse Gemeenschap aan het Europees scholennetwerk);
- Subsidies aan de Europese Vereniging Onderwijzend Personeel;
- Uitgaven in verband met het hoger onderwijs.

Programma 6 – Hoger onderwijs – Wetenschappelijk onderzoek – Bestuur

- Diverse tegemoetkomingen, subsidies en bijdragen in verband met het hoger onderwijs

- Subsidie aan de VZW "Eurometropolitan E-Campus";
- Subsidies aan de "Maisons des Langues" van Luik en Louvain-la-Neuve.

Programma 9 – Positieve discriminatie in het leerplichtonderwijs

- Subsidies voor acties inzake intercultureel onderwijs en pedagogische experimenten in multiculturele zaken.

OA 45 - Wetenschappelijk onderzoek

Programma 1 — Subsidies aan V.Z.W.'s of aan daarmee gelijkgestelde verenigingen

- Subsidies aan het "Institut Historique Belge de Rome" en aan de "Ecole française d'Athènes";
- Subsidie aan de AUF (Universitair Agentschap voor Francofonie);
- Subsidies aan het Centrum voor onderzoek op het gebied van wiskunde (CREM);
- Subsidies voor studies en acties inzake verspreiding van de wetenschappelijke kennis;
- Subsidies aan de bejaardenuniversiteiten;
- Subsidie aan de Internationale Instituten voor Fysica en Chemie, opgericht door Ernest Solvay;
- Subsidie aan het "Centre de recherche et d'information socio-politique (CRISP).

Programma 2 — Diverse subsidies

- Subsidies voor het collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek - Ministerieel initiatief;
- Subsidies ter ondersteuning van de aanwezigheid van onderzoekers van de Franse Gemeenschap op archeologische plaatsen;
- Subsidies aan het "Institut Wallonie-Bruxelles" voor de evaluatie van de technologische keuzen.

Programma 3 – Subsidies fundamenteel onderzoek

- Prijzen en beurzen voor reizen en groepsreizen van studenten
- Subsidies voor studies en acties inzake verspreiding van wetenschappelijke kennis, met inbegrip van de organisatie van de lente van de wetenschappen;
- Subsidies aan de ouder- en studentenverenigingen;
- Onderzoek en enquêtes inzake onderwijs, gevoerd onder het beschermheerschap van de O.E.S.O.;
- Steun aan onderzoeksvoorzieningen
- Toepassing van het Europees Handvest van de Onderzoeker/EURAXESS

OA 46.- "Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique".

Programma 2 — Diverse subsidies

- Diverse subsidies voor financiering van de prijzen, wedstrijden, opdrachten in het buitenland, kosten voor colloquia en diverse werkingskosten van de instelling;
- Subsidie ten gunste van het Collège Belgique.

OA 50 - Pedagogische zaken en sturing van het onderwijs van de Franse Gemeenschap

Programma 2 — Sturing - Structuren - Programma's - Activiteiten inzake Vorming, Onderzoek en Informatie - Inrichtingen van de Franse Gemeenschap

- Subsidies voor onderzoek en studies;
- Subsidie aan de V.Z.W. "Sport, Culture, Ecole et Solidarité (S.C.E.S.)" te Brussel;
- Subsidie aan de VZW "Sportfederatie van het gemeenschapsonderwijs"

OA 51. - Voorschools onderwijs en lager onderwijs

Programma 7 — Werking van de lagere scholen

- Subsidies aan instellingen die het onderwijs in de Franse taal tot doel hebben.

Programma 8 - Bestrijding van falen op school - Diverse subsidies

- Subsidies voor steun aan projecten inzake pedagogische innovatie;
- Subsidies aan bijzondere projecten voor het basisonderwijs inzonderheid op het gebied van acties inzake opvoeding tot cultuur, milieu en kunst.

OA 52 - Secundair Onderwijs

Programma 9 – Positieve discriminatie - Diversen

- Financiering van acties ter bestrijding van falen op school, van initiatieven om het hoofd te bieden aan de problemen in verband met verslaafheid, geweld op school en voor maatregelen met het oog op positieve discriminatie;
- Financiering van acties voor de betrekkingen tussen scholen, media en toneel, voor de betrekkingen tussen de kunstwereld en de onderwijswereld, alsook voor de informatie met het oog op solidariteit en democratie;
- Financiering van acties tot bevordering van het leren van talen door taalbad;
- Subsidies aan instellingen die een band willen leggen tussen de wereld van het kwalificatieonderwijs en die van de onderneming, inzonderheid "Technofutur";
- Financiering van acties betreffende de herwaardering van het technisch en beroepsonderwijs en de modernisering van de technische en beroepsuitrusting van de scholen, met inbegrip van de subsidiëring van het "Centre Zénobe Gramme";
- Subsidies betreffende de pedagogische en culturele evenementen, met inbegrip van de toekenning van prijzen;
- Subsidies aan de VZW Skills Belgium;

OA 53 - Buitengewoon onderwijs

Programma 7 — Initiatieven inzake opvoeding van leerlingen met specifieke behoeften

- Subsidies aan instellingen ter ondersteuning van de bevolkingsgroepen waarop het gespecialiseerd onderwijs betrekking heeft, met het oog op een beter begrip van hun problemen en op hun integratie.

OA 54 - Universitair onderwijs*Programma 1 — Universiteiten van de Franse Gemeenschap*

- Subsidies aan het "Centre hospitalier universitaire de Liège" voor het dekken van uitzonderlijke lasten en om bij te dragen in de kapitaalvorming.

Programma 2 — Vrije universiteiten

- Subsidie aan het "Institut universitaire d'études du Judaïsme Martin Büber" (Universitair Instituut Martin Büber voor de studie van het jodendom).

Programma 3 — Diverse subsidies

- Subsidies aan het "Centre interuniversitaire de Formation permanente à Charleroi", aan het "Centre universitaire de Charleroi" en aan het "Institut polytechnique de Charleroi".

Programma 4 — Universitair Onderwijs

- Subsidies aan de "Conseil interuniversitaire de la Communauté française";
- Subsidies ter bevordering van het universitair hoger onderwijs;
- Subsidies voor werkingskosten van het "Centre de Recherches métallurgiques";
- Subsidie aan de sociale dienst van de "Faculté de Théologie protestante" te Brussel;
- Bijzondere tegemoetkoming in de initiatieven inzake interuniversitaire samenwerking;
- Virtuele of interuniversitaire bibliotheek, gecoördineerd in de "Conseil interuniversitaire de la Communauté française" (CIUF) (Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap);
- Steun voor acties inzake opleiding van volwassenen in het hoger onderwijs;
- Subsidies aan interuniversitaire doctoraatsscholen;
- Subsidies voor gezondheidspromotie en preventieve geneeskunde;
- Subsidies voor initiatieven inzake bevordering van betere kansen op slagen op school.

OA 55 - Hoger onderwijs buiten de Universiteit en Hogescholen*Programma 5 – Werking van de hogescholen*

- Uitgaven van alle aard in verband met de hogescholen;
- Ondersteuning van onderzoek in hogescholen.

Programma 8 — Hogescholen en hoger onderwijs buiten de universiteit

- Subsidies ter bevordering van de ontwikkeling van het hoger onderwijs;
- Subsidies en dotaties aan de documentatiecentra voor opvoeding tot de media;
- Steun voor acties inzake opleiding van volwassenen in het hoger onderwijs;
- Subsidies voor initiatieven inzake bevordering van betere kansen op slagen op school.

OA 56. - Onderwijs voor sociale promotie*Programma 8 – Herstructurering en validatie van het onderwijs voor sociale promotie*

- Diverse acties op het gebied van validatie van de competenties in het onderwijs voor sociale promotie, onder meer de subsidiëring van het "Consortium voor de validatie van de competenties";
- Uitgaven in verband met de evaluatie van de kwaliteit van het onderwijs voor sociale promotie.

OA 57 - Kunstonderwijs*Programma 2 — Diverse initiatieven en subsidies*

- Subsidies voor de werkingskosten van de "Académie d'été de Wallonie";
- Subsidiëring van de opleiding gedurende de loopbaan;
- Subsidies aan diverse verenigingen die op het gebied van het kunstonderwijs werkzaam zijn;

Programma 4 — Werking van de instellingen voor hoger onderwijs

- Uitgaven van alle aard in verband met het kunstonderwijs;
- Subsidies aan diverse verenigingen die op het gebied van het kunstonderwijs werkzaam zijn (officieel gesubsidieerd onderwijs - vrij gesubsidieerd onderwijs).

Programma 8 — Werking van de onderwijsinrichtingen met beperkt leerplan

- Subsidies voor pedagogische experimenten in de officiële gesubsidieerde en vrije gesubsidieerde inrichtingen voor onderwijs met beperkt leerplan.

Programma 9 – Uitrusting

- Uitrusting in de hogere kunstscholen.

OA 58. - Afstandsonderwijs*Programma 0 — Bestaansmiddelen - Onderwijs en onderzoek*

- Diverse subsidies in verband met nieuwe initiatieven of met het beleid inzake afstandsonderwijs.

Programma 3 – Verwezenlijking van acties of opleidingen voor maatschappelijke integratie of wederinschakeling in het arbeidsproces door toedoen van het afstandsonderwijs

- Begrotingsfonds voor de verwezenlijking van actie- of opleidingsprogramma's op het gebied van maatschappelijke integratie en wederinschakeling in het arbeidsproces door toedoen van het afstandsonderwijs.

HOOFDSTUK VII. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 22. In afwijking van het decreet van 20 december 2011, kunnen de kredieten van BA 01.01.21 van OA 19 artikel 49.32 van de algemene gewone ontvangsten spijzen, ten bedrage van de kosten voor de opleiding van kindermedewerkers in een omgeving met een familiaal karakter.

Art. 23. De uitgavenverrichtingen voor de aflossing van de schuld van de Franse Gemeenschap en de verrichtingen voor de storting aan het Fonds Ecureuil van de thesaurieoverschotten zoals die bedoeld zijn in art. 18 § 2 van het decreet betreffende de oprichting van het "Fonds Ecureuil" van de Franse Gemeenschap kunnen beschouwd worden als thesaurieverrichtingen.

Art. 24. De financiële rekening – Voorfinanciering Franse Gemeenschap – van het Agentschap Europees Sociaal Fonds kan zich in een debettoestand bevinden met het oog op de gedeeltelijke voorfinanciering van de operatoren die kredieten van het Europees Sociaal Fonds ontvangen binnen de perken van de door die instelling vastgestelde begroting.

Art. 25. De werkgeversbijdrage in de bezoldiging van het personeel van de scholen die ressorteren onder het doorstromingsprogramma uitgetrokken op de BA's. 43.23.53, 44.23.55, 41.23.70, 43.23.72 en 44.23.74 van OA 51; 41.23.50, 43.23.53 en 41.23.70 van OA 52; 41.23.50, 43.23.53 en 44.23.56 van OA 53 en 41.23.50, 43.23.54 en 44.23.55 van OA 56 kan rechtstreeks op artikel 49.39 van de algemene gewone ontvangsten worden gestort.

Art. 26. De Regering wordt ertoe gemachtigd, ten bedrage van 8.975.175,00 euro, voor de werken (btw en erelonen inbegrepen, contractuele herzieningen niet inbegrepen) en voor de uitrusting, de leningen te waarborgen die door de VZW "Le Palace" werden aangegaan, om een bioscoopcomplex gelegen Ansbachlaan te Brussel aan te leggen. De Regering kan overigens de VZW "Le Palace" een subsidie toekennen bestemd voor de terugbetaling van het kapitaal en de intresten.

Art. 27. De terugbetalingen betreffende de geschillen inzake specifiek inschrijvingsgeld dat wordt betaald door de leerlingen en studenten bedoeld in de artikelen 58 en volgende van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, kunnen worden aangerekend op de BA's betreffende de betaling van de dotaties of werkingssubsidies voor de inrichtingen waar de boven vermelde leerlingen of studenten school lopen.

Art. 28. Met het oog op het toevertrouwen van het financieel beheer van sommige activiteiten aan het Secretariaat voor de ondersteuning van het interne beheer en de interne controle op de kabinetten, wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd daar een thesaurier aan te stellen, die door de Minister van Begroting wordt aangewezen op de voordracht van de minister-president en voor het Rekenhof rekenschap moet geven. Die thesaurier wordt ertoe gemachtigd uitgaven in verband met de toekenning van maaltijdcheques te verrichten.

Art. 29. De Regering wordt ertoe gemachtigd elke uitgave te verrichten voortvloeiend uit het medewerkingsakkoord gesloten op 15 oktober 2001 tussen Cisco Networking Academy en de Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie ten belope van 55 duizend euro vanuit basisallocatie 01.03.83 van OA 56.

Art. 30. In afwijking van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie en overeenkomstig het Samenwerkingsakkoord met betrekking tot het ontwikkelen van in overleg bepaalde beleidskeuzen inzake volwassenenalfabetisering, op 2 februari 2005 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, wordt de Regering ertoe gemachtigd 20.000 leeftijden B te bestemmen voor de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie die aan alfabetiseringssacties deelnemen.

Art. 31. De Minister-President van de Franse Gemeenschap wordt ertoe gemachtigd het Waalse Gewest de financiële bijdrage van de Franse Gemeenschap te storten voor het administratieve opvolgen van het Transversale Strategische Plan "Ontwikkeling van de menselijke middelen, de kennis en de know-how" alsook in het kader van een statistische samenwerking tussen het Gewest en de Gemeenschap.

Art. 32. In 2016 wordt de Regering ertoe gemachtigd het bedrag van het huurgeld van het Flagey-gebouw, waarin de faculteit architectuur van de ULB zich bevindt, uit te trekken op de kredieten van het Fonds voor schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap.

Art. 33. De overdracht van de vastleggingen die jaarlijks worden gewaarborgd en niet gerealiseerd ten laste van BA 01.06.01 van OA 44, wordt verricht naar het jaar volgend op dat waarin de begrotingsvastlegging oorspronkelijk bepaald was.

HOOFDSTUK VIII. — *Instellingen van openbaar nut*

Art. 34. In afwijking van de beheersovereenkomsten van de instellingen, wordt de dotatie die aan de ONE voor het jaar 2016 uit te betalen is, op 336.401.000,00 euro vastgesteld, de dotatie die aan het overheidsbedrijf voor de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën voor het jaar 2016 uit te betalen is, op 36.303.000,00 euro vastgesteld, de dotatie die aan de RTBF voor het jaar 2016 uit te betalen is, op 224.133.000,00, vastgesteld, en de dotatie die aan het Instituut voor de opleiding gedurende de loopbaan voor het jaar 2016 uit te betalen is, op 4.600.000,00 euro vastgesteld.

Art. 35. Voor het begrotingsjaar 2016 worden goedgekeurd en bij dit decreet gevoegd :

- de begroting van "Wallonie-Bruxelles International"
- de begroting van het Fonds voor de egalisatie van de begrotingen van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK IX. — *Afzonderlijke sectie*

Art. 36. In afwijking van artikel 4, tweede lid van het decreet van 20 december 2011, voert dit artikel een afzonderlijke sectie in de begroting in, bestaande in het volgende artikel : 66.01.00, waarvan de ontvangsten en uitgaven gelijk zijn en op 3.646.492,00 euro geraamde zijn.

De ontvangsten worden gestijfd door bijdragen van de federale overheid, berekend overeenkomstig artikel 7, §§ 2 en 3 van het bijzonder decreet van 3 april 2014, en vaste bedragen. De uitgaven zijn stortingen aan de entiteiten die in hetzelfde artikel 7 §§ 2 en 3 van het bijzonder decreet bedoeld zijn. De details van die geldstroom worden in bijlage 2 bij dit decreet vermeld.

Voor de naleving van artikel 7 § 5 van het bijzonder decreet van 3 april 2014, kunnen de uitgaven die op artikel 66.01 worden uitgetrokken, worden vastgelegd, vereffend en uitbetaald terwijl de overeenstemmende ontvangsten niet worden geïnd, maar binnen de perken van de maandelijkse schuldvorderingen die de Gemeenschap op de federale overheid heeft.

HOOFDSTUK X. — *Administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie*

Art. 37. Gedurende het begrotingsjaar 2016, worden de verrichtingen van de diensten met afzonderlijk beheer van de PMS-centra en van de inrichtingen en fondsen voor schoolgebouwen van het onderwijs geraamd op de bedragen die in hun bij dit decreet gevoegde respectieve begrotingen vermeld worden.

Art. 38. Bij wijze van overgangsmaatregel, kunnen de bevoegde ministers de verantwoordelijken voor het financieel beheer van het Musée de Mariemont, de scholen en PMS-centra van de Franse Gemeenschap, de recreatie- en openluchtcentra, het technisch tuinbouwcentrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het centrum voor de landbouwkundige technieken van de Franse Gemeenschap, het centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming en het technisch en pedagogisch centrum, met autonome boekhouding, ertoe machtigen de hun ter beschikking gestelde roerende goederen te verkopen als deze niet meer kunnen worden gebruikt.

Art. 39. De uitgavenramingen vermeld in de begroting van de andere administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie dan die van het onderwijs, gevoegd bij dit decreet, worden als niet limitatieve kredieten beschouwd.

De op die kredieten aangerekende uitgaven kunnen echter niet hoger zijn dan het globale bedrag van de ontvangsten.

Art. 40. Goedgekeurd worden :

- de begroting van het "Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel" (Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap);
- de samengevoegde begrotingen van de diensten met boekhoudkundige autonomie van het Gemeenschaps-onderwijs (leerplichtonderwijs);
- de begrotingen van de Hogescholen van de Franse Gemeenschap;
- de samengevoegde begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van de PMS-centra in het Gemeenschapsonderwijs;
- de begroting van het Fonds voor Schoolgebouwen van het Gemeenschapsonderwijs;
- de begroting van het Fonds voor Schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- de begroting van het Waarborgfonds voor Schoolgebouwen;
- de begroting van het Waarnemingscentrum voor het Cultuurbeleid;
- de begroting van het Agentschap Europees Sociaal Fonds;
- de begroting van de "Ecole d'Administration Publique" (school voor overheidsbestuur);
- de begroting van het Koninklijk Museum van Mariemont;
- de begroting van het Centrum voor steun aan de geschreven pers;
- de begroting van het « Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie » (Franstalig agentschap voor een leven lang leren);
- de begroting van het « Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française » (Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs);
- de begroting van de Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties;
- de begroting van de technische centra van de Franse Gemeenschap (Frameries, Tihange-Huy);
- de begrotingen van de hogere kunstscholen;
- de samengevoegde begrotingen van de instituten voor sociale promotie;
- de samengevoegde begrotingen van de hogere autonome internaten van de Franse Gemeenschap;
- de samengevoegde begrotingen van de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap;
- de begrotingen van de technische centra van de Franse Gemeenschap (Gembloux – Strée).

HOOFDSTUK XI. — *Overgangsbepalingen*

Art. 41. Bij wijze van overgangsmaatregel worden, gedurende het begrotingsjaar 2016, de hierna bedoelde bepalingen van het decreet van 20 december 2011, geschorst :

- artikel 9, § 2, 1° van titel III
- in artikel 15, de woorden "Ze wordt in de algemene boekhouding bedoeld in titel IV opgenomen."
- de artikelen 24 § 1, 25 tweede lid, en 28 § 2, 2° en 3° van titel III
- de artikelen 30, 32 §§ 1, 3 en 4, 34, 35, 36 en 38 § 3 van titel IV
- artikel 43 van titel V
- de titels VIII en IX.

Bij wijze van overgangsmaatregel worden de bepalingen van de artikelen 68, 69, 70 en 73, tweede lid, van titel X van het decreet van 20 december 2011 geschorst tot de inwerkingtreding van de door de Regering vast te stellen bepalingen.

Bij wijze van overgangsmaatregel, worden geschorst :

- de bepalingen betreffende de boeking van de juridische vastlegging, voortvloeiend inzonderheid uit de artikelen 22 en 24.

Bij wijze van overgangsmaatregel, in artikel 50, 1° van het decreet van 20 december 2011, worden de woorden "de algemene boekhouding en" geschorst voor de periode van het begrotingsjaar 2016.

Bij wijze van overgangsmaatregel, worden de bepalingen van artikel 52, § 1, van het decreet van 20 december 2011, geschorst voor de periode van het begrotingsjaar 2016.

Art. 42. Onverminderd de artikelen 71 en 72 van het decreet van 20 december 2011, bij wijze van overgangsmaatregel blijven de koninklijke besluiten en de besluiten van de Executieve of de Regering van de Franse Gemeenschap houdende de begrotings-, boekhoudkundige en financiële regels die toepasselijk zijn op de diensten die bij een wet of een decreet als administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie worden opgericht, toepasselijk tot de inwerkingtreding van de bepalingen tot uitvoering van titel X van het decreet van 20 december 2011, behalve voor de diensten die niet meer onder het koninklijk besluit van 29 december 1984 vallen.

Art. 43. In afwijking van artikel 21, § 3, van het decreet van 20 december 2011, worden aan de rekenplichtige van de geschillenzaken of aan de rekenplichtige der noodlijdende fondsen, volgens de in 2012 geldende nadere regels, de bedragen betaald die niet in handen van de schuldeiser kunnen worden betaald wegens een beslag onder derden, een verzet, een overdracht of een opdracht ten laste van de schuldvorderingen van de Franse Gemeenschap of elke andere juridische of administratieve hindernis waarvan behoorlijk kennis wordt gegeven of die kan worden tegengeworpen.

Art. 44. In afwijking van de artikelen 41 en 42 van het decreet van 20 december 2011, moet de algemene rekening door de Regering worden opgemaakt en aan het Rekenhof door de Regering uiterlijk voor 30 juni, volgend op het einde van het afgelopen begrotings- en boekhoudjaar, worden overgemaakt.

Ze bestaat uit :

1° de rekening van uitvoering van de begroting, opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 29 van dat decreet;

2° de rekening van de wijzigingen van het patrimonium, samen met de op 31 december opgemaakte balans;

De rekening van de wijzigingen van het patrimonium zet de wijzigingen in het actief en in het passief uiteen. De vermogensgoederen worden daar tegen hun aanschaffingswaarde opgenomen.

3° de thesaurierekening, opgemaakt op grond van de jaarlijkse beheersrekeningen van de thesauriers.

De thesaurierekening zet de thesauriebewegingen uiteen die voortvloeien uit de begrotingsverrichtingen, de verrichtingen in verband met de financiering, alsook de verrichtingen inzake beheer van fondsen van derden.

De daarin opgenomen bedragen zijn deze die op 31 december van het afgelopen boekhoud- en begrotingsjaar worden vastgesteld.

In afwijking van artikel 44 van het decreet van 20 december 2011, in de loop van de maand oktober volgend op het einde van het afgelopen boekhoud- en begrotingsjaar, zendt het Rekenhof de algemene rekening met zijn opmerkingen en aanmerkingen aan het Parlement over en legt de Regering vervolgens het Parlement het ontwerp van decreet tot eindregeling van de begroting voor.”.

HOOFDSTUK XII. — *Bepalingen in verband met de structuur van de begroting*

Art. 45. De saldi van de vastgelegde uitgaven die nog te vereffenen zijn en die werden bepaald overeenkomstig artikel 28 § 2, 4° van het decreet van 20 december 2011, worden overgedragen van de structuur van de begroting 2015 die vermeld is in de transcodificatietafel die als bijlage gevoegd is naar de BA's of BF's die voorkomen in de structuur van de begroting 2016 van dezelfde transcodificatietafel die als bijlage 1 gevoegd is.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 10 december 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Onderwijs, Cultuur en Jong Kind,
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 208-1. — Algemene toelichting, nr. 208-1 (bijlage 1). — Bijzondere toelichting, nr. 208-1 (bijlage 2). — Oorspronkelijke begroting 2016 van het Etnic (bedrijf voor de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën), nr. 208-1 (bijlage 3). — Oorspronkelijke begroting 2016 van het Fonds Ecureuil, nr. 208-1 (bijlage 4). — Oorspronkelijke begroting 2016 van het “Instituut voor de opleiding gedurende de loopbaan”, n° 208-1 (bijlage 5). — Oorspronkelijke begroting 2016 van de school voor overheidsbestuur, nr. 208-1 (bijlage 6). — Oorspronkelijke begroting 2016 van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, nr. 208-1 (bijlage 7). — Oorspronkelijke begroting van het agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit in het hoger onderwijs, nr. 208-1 (bijlage 8). — Oorspronkelijke begroting 2016 ARES (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs), nr. 208-1 (bijlage 9). — Oorspronkelijke begroting 2016 van de “Office de la Naissance et de l’Enfance” (Dienst Geboorte en Kind), (bijlage 10). — Commissieadviezen, nr. 208-2 tot nr. 208-8. — Commissieamendementen, nr. 208-9. — Verslag, nr. 208-10. — Bijlage bij het commissieverslag, nr. 208-10 (bijlage 1). — Vergaderingsamendement, nr. 208-11.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 december 2015.